

Culture en mouvement

Identité et culture
*Illustration par le cas de
l'État plurinational de
Bolivie*

Elsa Vetro
Carlos Montenegro Aguilar



C.D.G.A.I.

Groupe & Société
Publication pédagogique d'éducation permanente

Identité et culture

Illustration par le cas de l'État plurinational de Bolivie, vers un changement dans les rapports sociaux

Elsa Vetro
Carlos Montenegro Aguilar

Collection : *Culture en mouvement* - CDGAI 2018

Coordination et adaptation pédagogique : Marie Anne Muyshondt

Design et mise en page : Alain Muyshondt

Éditeur responsable : CDGAI asbl, Parc Scientifique du Sart Tilman, Rue Bois St-Jean, n°9, 4102 Seraing, Belgique

ISBN : 978-2-39024-124-9

Le Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse Institutionnelle (C.D.G.A.I.)

Le C.D.G.A.I. est une A.S.B.L. pluraliste d'Education permanente reconnue et subsidiée par la Fédération Wallonie–Bruxelles et la Région wallonne. Il a été créé en 1972, au sein du Service de Psychologie Sociale de l'Université de Liège afin de promouvoir l'action, la formation et la pédagogie par le groupe ainsi que l'analyse scientifique des processus et des techniques d'animation de groupes.

En instituant un éventail de formations accessibles à tout.e adulte intéressé.e, son fondateur, Pierre De Visscher, entendait intégrer une approche originale, de niveau universitaire, à la vie sociale.

La dénomination choisie insiste sur trois dimensions :

- *Centre* : lieu de rassemblement et d'échange, pôle d'attraction.
- *Dynamique des groupes* : discipline scientifique et mode d'activités privilégiant l'action du groupe restreint, conçu comme une totalité dynamique, un champ de forces au sein duquel se produisent des phénomènes différents des processus psychologiques individuels.
- *Analyse institutionnelle* : souci d'appliquer l'analyse psychosociale aux processus institutionnels traversant les formations sociales : groupes et mouvements sociaux, collectivités, organisations.

Outre un *programme d'activités de formation* ayant lieu dans ses locaux dont une formation longue à l'animation de groupes, le C.D.G.A.I. *répond à des demandes* d'associations et d'organisations publiques et privées afin d'y effectuer interventions, animations, formations et accompagnements, dans et par l'action sur les groupes restreints. Il publie aussi des *livrets pédagogiques* liant « Groupe et Société ». Enfin, son *Centre de Ressources* met à disposition du public livres, revues et outils pédagogiques.

La convergence entre la démarche véhiculée par l'Education permanente et celle du C.D.G.A.I. est manifeste : contribuer à la formation du citoyen critique, actif et responsable en vue de forger une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire.

A cette fin de changement social, dans les champs d'action développés, proposer des savoirs, ouvrir à la poursuite de la réflexion (principe de non-clôture), s'abstenir de dire à autrui ce qu'il doit penser, être ou faire (principe de non-substitution) sont, parmi d'autres, autant de ferments qui portent l'association.

Les publications pédagogiques

Dans cette perspective de science–action psycho-sociale, le C.D.G.A.I. invite des acteurs et actrices de terrain à prendre la plume et à exposer, transmettre et partager leurs expériences, perceptions et connaissances des réalités sociales qui sont les leurs ouvrant ainsi des pistes de réflexions à leurs propos.

Au public lecteur, les livrets pédagogiques ainsi conçus, dévoilent des pans de réalités sociales obscurs jusque–là, ou en élargissent la perception ou encore l'affinent en vue de stimuler et mobiliser la curiosité, la réflexion, l'esprit critique et l'action.

Chacune de nos quatre collections – *Travail en action*, *Culture en mouvement*, *Mobilisations sociales*, *Méthodologie* – en présentant des échanges de regards et de savoirs, a pour finalité de contribuer à poser les jalons d'une société plus humaine et plus reliante que celle qui domine actuellement.

La collection *Travail en action*

Champ hautement investi aussi bien au niveau sociétal qu'institutionnel, organisationnel, groupal et individuel, le travail, ou notre absence de travail, s'impose dans l'environnement comme une manière de nous définir, de structurer nos vies, notre temps, nos espaces.

Il peut être source d'emprisonnement mental et physique ou terrain propice à l'épanouissement et à l'émancipation.

Ces publications proposent une analyse critique du travail notamment sous le prisme de la souffrance qui peut en résulter. Tout en dénonçant des mécanismes structurels qui produisent cet état, elles convoquent également des grilles de lecture reposant sur l'expérience vécue ou perçue et enrichie de leurs connaissances, par des acteurs et actrices des secteurs sociaux, de la santé et de l'économie sociale, dans l'intention d'initier ou de renforcer des issues et des pistes possibles.

La collection *Culture en mouvement*

Coiffant ce monde inégalitaire et modélisé par des standards de production et de consommation de masse, émergent des initiatives individuelles, groupales ou collectives comme en témoignent les livrets de cette collection.

Identité et récit, narration, rencontres multiculturelles, problématique de la création culturelle, atelier d'écriture, identité en création, dimension politique de la musique, sentiment d'appartenance, slam, radios associatives, partenariats, graffiti et Street Art, Arts urbains, langues maternelles... sont autant de thèmes portés par des intervenants où affluent souvent,

en filigrane du texte, l'implication, l'investissement voire la passion qui les habitent.

Ces thèmes se révèlent comme étant autant d'exceptions qui bousculent et tentent de faire basculer les offres dictées par les lois du marché.

La collection *Mobilisations sociales*

Débusquer manipulations, assujettissements, aliénations, discriminations, déterminations, pressions sociales possibles : tel est notamment le propos des thèmes abordés par cette collection ; s'y côtoient des illustrations éclairantes de modes de fonctionnement qui semblent tellement évidents, aller de soi, que leur portée, leur effet, leur impact en deviennent invisibles à nos yeux.

Les regards avisés et critiques posés par les auteurs.es que ce soit relativement à l'emprise, l'engagement, le genre, le complot, la propagande, l'exclusion,... cherchent à déconstruire des schémas que nous avons tendance à véhiculer, bien malgré nous. Ils nous ouvrent à plus de clairvoyance, de lucidité, affûtent nos capacités de perception et d'analyse critique et revigorent notre élan dans l'action.

La collection *Méthodologie*

Les publications de cette collection abordent prioritairement les pratiques professionnelles d'animateurs et de formateurs de l'Education permanente.

En exposant leur approche et en précisant leurs avantages et leurs limites, les auteurs.es nous livrent là soit leur propre recherche exploratoire et créative et l'outil qui en jaillit, soit la synthèse de méthodes héritées dont ils usent, soit la découverte ou la redécouverte de principes et méthodes d'action innovantes sur lesquelles se fondent les mouvements alternatifs actuels.

Ce panel élargit notre connaissance et notre compréhension critique des pratiques ; il nous incite et nous convie à aller de l'avant !

Intentions de ce livret

Travailler l'interculturalité avec précaution et vigilance dans l'usage des concepts d'identité et de culture dans la vie quotidienne.

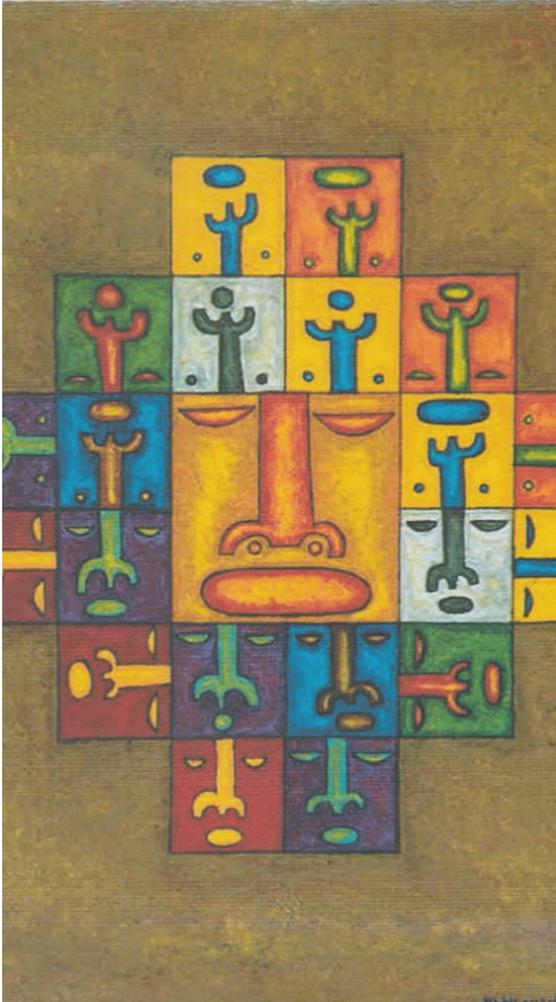
Proposer le résultat d'un exercice de décentration avec l'apport de points de vue divergents et complémentaires à propos de la mise en œuvre de la nouvelle *Constitution politique de l'État Plurinational de Bolivie* adoptée en 2009.

Publics visés

- Professionnel du domaine social, politique et économique.
- Pour toute personne portée vers le *Sumak Kawqay* (« vivre bien »).
- Pour tous les individus et toutes les collectivités soucieuses de trouver leur place ; des pistes de solutions sont mises en évidence.

Table des matières

Préambule	11
1. Introduction	17
2. Composition de peuples et de terres	21
3. Mobilisations collectives pour les droits sociaux et culturels	29
4. Question politique du multiculturalisme	35
5. D'un multiculturalisme libéral à un État Plurinational	43
6. Vers une protection, une valorisation du patrimoine historique et culturel	47
7. Impact du numérique et de la mobilité	51
8. Tensions du nouveau modèle	55
Conclusion	63
Épilogue, en écho au préambule	69
Notes	71
Bibliographie	74



© Mamani Mamani

Préambule

Transformation sociale de l'identité culturelle

Carlos Montenegro Aguilar

«Être né quelque part», je m'en rappelle. D'aussi loin que je puisse m'en souvenir, mes premiers mots sont en *quechua*. L'apprentissage du castillan se réalise bien après, à l'école. Au cours de mes premières années, c'est le temps de parler et de penser en *quechua*.

La réflexion sur les concepts d'identité et de culture relève d'une démarche individuelle. Voici un récit issu d'une expérience de vie en tant que témoin mais également en tant que personne. Mon parcours est celui d'une réalité qu'a vécue mon pays et qu'il vit toujours : l'exclusion sociale, la discrimination envers les peuples autochtones. En me remémorant le passé, je peux entendre « *el campesino no sirve* » (« le paysan ne sert à rien »). Être de la nation *quechua*, c'était jusqu'en 2009 faire partie d'une identité marginalisée et non reconnue.

Le sentiment d'exclusion culturelle peut provoquer une envie d'agir pour la reconnaissance des identités collectives, pour qu'elles ne soient plus victimes d'une quelconque forme de discrimination mais au contraire, génératrices de croissance et de développement individuel. Tel est mon cas. Le point de vue que je vous partage autour de la question identitaire est celui de la conviction qu'elle relève d'un processus qui permet le développement d'une personne en tant qu'individu formant le socle de la société. Ma formation en tant qu'avocat avec une orientation vers le droit public et constitutionnel a pour vocation de faire partie de cette lutte toujours en marche. Actuellement, je travaille dans une institution publique où l'on exige l'acquisition de la langue *quechua*, ce qui n'était pas le cas auparavant.¹ Jamais je n'aurais imaginé devoir passer un examen de *quechua* afin de certifier la maîtrise de ma propre langue maternelle. L'instauration de cette exigence légale est le résultat de nombreux affrontements sociaux. Un projet sociétal pour lequel je me suis engagé politiquement et socialement. Aujourd'hui, je

me sens apaisé car d'autres familles, pères, mères et enfants peuvent se sentir orgueilleux de parler, de se vêtir, de vivre en tant que nation *quechua*.

L'identité culturelle se manifeste par l'expression d'une personne, ou d'un groupe de personnes, de ses propres coutumes, racines, traditions, histoires qui, au fil du temps, se sont ancrées dans leur mode de pensée, dans leur mode de vie propre à chacun, se distinguant des autres identités. L'identité culturelle donne également à une personne ou à une collectivité, une étiquette sociale. Elle est une façon d'être, d'agir, de grandir et est fondée sur ses principes et ses valeurs. L'étiquette se traduit par des attitudes ou des comportements de la vie quotidienne qui rendent une réalité particulière et propre à l'individu. La personne vit et/ou éduque ses enfants dans un espace déterminé dont la dynamique de vie est singulière par rapport aux autres en fonction de ces éléments spirituels et matériels. Ce qui marque la différence en tant qu'identité mais également valorise chacun dans ce qu'il est, sans se préoccuper du jugement des autres.

Dans le cas de la Bolivie, la question identitaire se complexifie en raison de sa pluralité, de l'immense contraste social, culturel, ethnique et géographique du pays. La coexistence des identités culturelles est si forte qu'il est impossible de les ignorer ou de les éradiquer, tentatives de solution qui furent celles des colons au début de l'histoire du pays. La difficulté réside dans l'association de la diversité des coutumes, des croyances, etc., tout en respectant leurs différences. Une pluralité de cultures avec des identités bien marquées ayant subies des transformations au fil du temps. Elles ont été façonnées par les innombrables conflits entre peuples et nations, les guerres d'indépendance et les administrations coloniales. Celles-ci ont tenté de passer de l'identité plurielle à une identité nationale unique, un véritable sacrifice du multiculturalisme. L'existence de ces identités a connu des moments tragiques. Malgré les actes de violence des groupes dominants, il demeure une multitude d'identités dotées de leurs propres façons de voir et de percevoir une réalité toujours en mouvance, transformée par l'existence de divers moments de crises.

L'histoire bolivienne, à l'instar de celle d'autres pays, peut être vue comme une série de phénomènes de métissage et d'acculturation. En plus des innombrables mélanges ethniques, la Bolivie contemporaine a reçu l'influence de la culture

métropolitaine occidentale, conséquence de symbiose entre les éléments traditionnels et ceux issus de la civilisation triomphante. Le métissage est un processus traumatisant évident, selon moi. Cependant, il est une réalité imparable. L'acculturation, inévitable, est également bénéfique. Elle change une réalité individuelle. L'accès aux études permet la rencontre multiculturelle, elles aident à la compréhension et à l'unification des valeurs, des cultures, des croyances à un niveau macroscopique. Construire une nation bolivienne est devenu le dessein de l'édification d'un État pour toutes les Boliviennes et tous les Boliviens.

Cependant, l'identité bolivienne nouvelle, comprise comme diverse et plurielle, subit encore une forme de discrimination et de racisme par les «nouvelles identités conservatrices dominantes». Celles d'une classe sociale hiérarchiquement supérieure qui ne reconnaît pas l'existence d'autres formes de croyances et de conceptions de la vie que les leurs. Malgré la nouvelle Constitution de 2009, reconnaissant les différentes identités culturelles à travers des lois, les groupes de la classe dominante persistent à exclure les membres des groupes culturels autochtones par des agressions constantes. Cette classe sociale dominante est issue de la globalisation qui l'a dotée d'un statut, d'une position sociale et économique privilégiée. Ces groupes avec des identités importées ne sont pas dans un processus de reconnaissance des racines autochtones dont ils ont pourtant fait partie à un moment donné de l'histoire de la société bolivienne. Ils créent, de cette manière, des identités détournées avec l'assimilation à d'autres croyances externes, cultures qui ne sont pas en phase avec le contexte socioculturel local.

Ma conviction est que l'État, à l'intérieur d'un pays, doit être générateur de mécanismes politiques qui protègent et préservent l'identité plurielle de la société qu'il représente. Tout en respectant les connaissances et les coutumes d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour le processus d'acculturation en marche, il s'agit d'éviter de perdre ou d'aliéner l'identité plurielle à l'identité hégémonique. Chaque individu, dans la construction de sa propre existence, a besoin de la protection de l'État pour pouvoir se développer en lien avec sa propre identité sans aucune interférence de la part d'une société

d'« exclusion », sans générer de discrimination, de racisme entre les identités.

L'idée d'une identité plurielle de la population reconnue par l'État doit être comprise comme la préservation d'un multiculturalisme, mais je ne pense pas que cela soit suffisant. Ce multiculturalisme doit être soutenu structurellement par des mécanismes de croissance sociale, politique et économique, par une société respectant la diversité sous toutes ses formes, par un pluriculturalisme luttant contre la discrimination et l'exclusion des groupes ethniques. Une société se développe en fonction de la conjoncture économique, mais aussi de la présence des identités sociales et culturelles qui la constituent. Développer son identité nationale n'implique pas la séparation de ses composantes culturelles ou la relégation des autochtones aux cultures pourvues de profondes racines. Mais elle suppose une association entre elles, au-delà du multiculturel, considéré comme la base de la construction d'une société, d'une nation, d'un pays commun. Il s'agit, pour ce faire, de fonder un projet sociétal respectueux de la diversité, privilégiant les valeurs de reconnaissance et de légitimation, de partage de sa manière de penser, de ses croyances, sans pour autant s'éloigner d'une identité nationale qui génère l'unité et la cohésion du pays.

L'identité culturelle en Bolivie est marquée par une forme de racisme ancré surtout au sein des classes sociales pourvues d'un statut économique qui semble garanti pour des générations. La haine de l'identité millénaire a été jusqu'à présent un problème aujourd'hui reconnu par certains États d'Amérique latine et des Caraïbes, mais qui ne cessent pourtant d'exister. La plupart des populations possèdent une identité sociale et culturelle spécifique. Celle-ci s'est transformée au fil du temps et a été reléguée au second plan dans beaucoup de cas. Mais la richesse de l'existence d'un être est la construction de sa propre identité, sans aucune forme de discrimination et de racisme diffus, invisible, vicieux ; et celle d'une société plurielle dans l'acceptation des différences issues de la variété de ses origines.

L'un des facteurs les plus importants, que nous ne pouvons pas ignorer, poussant une personne ou un groupe de personnes à bouleverser son identité, est le facteur économique. Il est entendu que les communautés, en particulier en Bolivie, ont des cultures basées sur une éducation à l'environnement. Elles se sont formées à partir de l'agriculture (la « culture de leur terre »), des

produits naturels et de l'expérience qu'ils ont acquise localement, puis transmise par tradition. Mais la société de la globalisation fait qu'une personne acquiert de nouvelles façons d'expérimenter, de penser le monde ; elle apporte du consumérisme, du gaspillage, du matérialisme qui trouve son origine dans l'excès des ressources économiques. Ces différentes façons sont, en elles-mêmes, celles qui conditionnent l'identité, une manière d'être avec les autres, d'agir et de penser une réalité. La richesse, pour elle-même, modifie les comportements et attitudes des personnes en oubliant les racines et le mode de vie propre à l'identité acquise et transmise depuis des générations. Pour exister en tant que Quechua, beaucoup d'événements se sont succédés au fil du temps, les conflits entre les peuples-nations, les guerres d'indépendance, l'administration coloniale, etc. Des éléments culturels ont survécu comme les coutumes locales, la *k'oa* et la *ch'alla*, les langues, les traits, les territoires, par exemple.

L'identité vue comme la distinction de l'être humain, en tant que personne vivant au sein d'un groupe dans une société avec une identification culturelle commune, va grandissante et se transforme au fil du temps. Dans certains cas, cette identification varie selon l'intensité avec laquelle s'est développée l'identité sociale et culturelle. L'identité en Bolivie, dès les origines et l'existence de notre société, est considérée comme très diverse avec des racines distinctes les unes des autres. Beaucoup d'identités culturelles ont disparu en cours de route parce que leur existence n'était pas construite sur une identité forte, elles se sont dissoutes avec l'arrivée de nouvelles formes de pensée à propos de leurs croyances, elles ont été soumises par la conjoncture du moment. La culture moderne, accompagnée d'une identité de plus en plus globalisée, est celle qui prévaut dans la durée. Elle change la façon de voir des personnes, ou des groupes de personnes, sur l'identité de leur communauté. Le passé identique et partagé est, au fil du temps, transformé avec les nouvelles cultures, les nouvelles connaissances qui altèrent l'identité d'origine fondée sur la croyance « au naturel » et apportent la croyance « au matériel et à l'individualisme culturel ». L'identité personnelle est en interaction permanente avec l'identité culturelle. Une communauté n'a plus d'identité propre, au fur et à mesure du temps, son identité se brasse avec d'autres types de cultures créant ainsi de nouvelles identités en mouvance constante.

L'importance de valoriser cette identité sociale et culturelle réside dans son auto-conservation. C'est-à-dire que les langues, les valeurs, les traditions, les symboles, les croyances, les célébrations, les attitudes et les comportements sont transmis de « père en fils », de génération en génération, sans distorsions. De sorte que nous assistons au passage d'une identité reléguée et discriminée auparavant à l'élaboration d'une identité inclusive et complémentaire, une coexistence mutuelle sans tares.

L'accompagnement d'une société dans le processus de formation de son identité nationale commune, l'éducation citoyenne d'une personne, d'un groupe de personnes, consiste pour moi à valoriser la diversité, à favoriser la connaissance mutuelle et à stimuler les interactions de chacune des cultures du pays, sans avoir honte de leurs racines. Il s'agit d'un processus important pour sa continuité, par la protection, la préservation et la transmission de celles-ci aux générations futures.²

1. Introduction

Elsa Vetro

En guise de préambule, je partage le propos d'une personne source d'inspiration pour ma recherche sur l'identité et la culture. Le récit qu'il nous confie m'interpelle et me questionne profondément, au point d'être devenu l'outil principal de la réflexion que je propose. Il guide l'ensemble de mon raisonnement, un exercice d'équilibre identitaire au départ d'une diversité de racines et d'origines.

L'intention est de donner ici du sens au cadre théorique des concepts d'identité et de culture (Vetro, 2018) en présentant le contexte bolivien, en vue de les expliciter concrètement dans une situation multiculturelle complexe. Un état des lieux qui me semble pertinent pour la compréhension du processus de reconnaissance identitaire des autochtones par une constellation d'idées et d'opinions sur la thématique. La Bolivie est le pays d'Amérique latine et des Caraïbes présentant la plus forte proportion de population autochtone : 47% selon le critère de la langue originaire et 62% selon celui de l'affirmation de l'appartenance à un groupe indigène (auto-identification). Ces chiffres atteignent 82,8% et 74% en milieu rural et demeurent très élevés en milieu urbain (48,9% et 16,5%) selon l'Institut National de statistique (*Instituto Nacional de Estadística - INE*) en 2006 (Hillenkamp, 2007).

Une position me semble pertinente, celle de Lavaud car, après avoir envisagé divers critères « objectifs » puis « subjectifs » de définition de l'« indigène » en Bolivie, il conclut qu'il est avant tout celui qui « supporte un statut social et la représentation qui va avec, fabriqués par le groupe dominant » (Lavaud, 2001, p. 59). L'avènement de la nouvelle Constitution de l'État plurinational de Bolivie permet de sortir définitivement la question autochtone de l'indigénisme traditionnel en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle parvient désormais à atteindre une nouvelle visibilité et à obtenir le soutien des politiques internationales autour notamment des droits humains et de l'écologie (Hal, 1997 cité par Gros, 2002). Le champ littéraire est vaste et il ne s'agira pas de présenter une étude exhaustive. Ma démarche suit le principe du mirador d'où nous pouvons observer la thématique et

admirer l'horizon. Permettre de se poser des questions à propos de l'identité et des liens entre démocratie et reconnaissance des identités culturelles est le fil de la réflexion à laquelle j'invite le lecteur. Beaucoup d'idées exposées proviennent de séminaires, de conférences et de lectures personnelles. Les thématiques abordées ont posé leur marque, nourri mon intérêt et contribué à développer ma pensée et mon enthousiasme. Le travail d'écriture s'est réalisé à partir de plusieurs langues. Un paramètre à considérer puisque la langue façonne notre pensée (De Visscher, 2012). Régulièrement, j'ai soumis l'appropriation des idées à mon cercle d'amitié aussi bien en Bolivie qu'en Belgique, afin d'être au plus près de la réalité étudiée. C'est avec soin, bienveillance et fidélité que ce texte que je vous propose tente de rendre compte de l'articulation singulière des diversités en Bolivie.

La présentation de ce cheminement réflexif dessine donc le portrait sociétal bolivien. Cet éclairage subjectif, partiel et partial de ce pays pluriel s'appuie sur des observations et des analyses issues des champs historique, sociologique, anthropologique, géographique, économique et politique autour du processus de changement revendiqué, et sur celui de la reconnaissance des droits des « *Naciones y Pueblos Indígena Originario Campesinos y Pueblo Afroboliviano* » (nations et peuples indigènes originaire paysans et peuple afrobolivien) tel que nommé dans l'article 2 de la *Constitution politique de l'État Plurinational de Bolivie de 2009*. Ces termes désignent celui qui vit dans la zone rurale ou est originaire de zones éloignées des grandes villes et se réfère au caractère ethnique. L'emploi de ces trois appellations réunies sous un seul nom, utilisées chacune auparavant selon les régions, qualifie à présent une seule et même personne, peu importe la région. Cette appellation, selon certains auteurs, ne tient pas compte entre autre de la mobilité et des migrations interne du pays.

Cette étude de cas de la Bolivie retrace la trajectoire réalisée en amont de la nouvelle *Constitution* qui a mené sans doute à l'union et au soulèvement des populations autochtones. Ce processus passe par des mécanismes assimilationnistes forcés comme la paysannerie, la folklorisation des cultures sous les politiques de multiculturalisme libéral. Probablement autant de raisons qui ont poussé les nombreuses populations marginalisées à se mobiliser dans des actions collectives. L'illustration se poursuit

par l'identification des signes de résistance et de protestation qui se traduisent par le recours à des stratégies de survie identitaire afin de sauvegarder la dignité humaine. Ensuite, nous continuons par la présentation des balises nécessaires pour la valorisation et la protection du patrimoine historique et culturel, éléments fondateurs de l'État plurinational. Puis, nous abordons les aspects de la mobilité de la population rurale et urbaine, en lien étroit avec l'utilisation du numérique qui n'est pas sans incidence sur la transformation des identités. Néanmoins, l'étude porte un regard sur les tensions du nouveau modèle plurinational en passant par l'affirmation d'un modèle économique non durable et la dislocation des mouvements sociaux. Pour terminer, l'étude de cas aborde ici les mouvements de luttes pour la diversité, tout en restant prudent car les changements sont en cours ou restent apparemment superficiels.



© Mamani Mamani

2. Composition de peuples et de terres

L'État plurinational de Bolivie, situé au cœur de l'Amérique du Sud, fait partie d'un grand continent géopolitique : l'Amérique latine et les Caraïbes. Sa superficie est estimée à près de trente-trois fois celle de la Belgique pour près de onze millions d'habitants. Avant la colonisation espagnole, son territoire était intégré à l'Empire Inca, le plus grand état de l'Amérique précolombienne.

Au seizième siècle, l'empire espagnol conquiert la région, correspondant à la Bolivie actuelle, sous le nom de « Haut-Pérou ». Après la déclaration d'indépendance en 1809, il faudra attendre seize années de guerre avant la proclamation de la République de Bolivie – dont le nom a été choisi en hommage à Simón Bolívar, général et homme d'état vénézuélien, qui en devint le premier président le 11 août 1825. Le pays comporte plusieurs régions : la région andine représente 28 % du territoire où vit la majeure partie des Boliviens, la région sub-andine couvre 13 % du territoire, la région de Los Llanos 29 %. Et la région amazonienne, considérée comme une des zones la plus vierge et bien préservée en Amérique du Sud, constitue 30 % du territoire national.³ La Bolivie, dont la capitale administrative est La Paz, se répartit en neuf départements : La Paz, Oruro, Potosí, Tarija, Pando, Beni, Santa Cruz, Cochabamba et Chuquisaca. Le taux d'urbanisation est estimé à 68,5 % de la population contre 31,5 % de la population vivant dans les campagnes.⁴ La Bolivie se définit en 1898 selon Franz Tamayo (1889) comme étant un assemblage de peuples « dispersés » sans liens affectifs ni physiques et sans sentiment d'appartenance nationale. Martínez (2010) se questionne sur la méconnaissance territoriale du moment. Elle pense que l'ignorance de la réalité conditionne l'approche contextuelle du pays. En 2002, Massimo d'Angelo⁵ paraphrase Hobsbawm à propos de Simón Bolívar qui aurait pu dire pour chaque nouvel État indépendant : « Nous avons créé la Colombie, le Pérou, la Bolivie, maintenant il nous manque de créer les Colombiens, les Péruviens et les Boliviens... ». Un vaste programme difficile.

Dissolution de la diversité des peuples originaires

D'après des sources remontant au quinzième siècle, un panorama ethnique composé des *Leco* et *Aguachile* existe dans la région tropicale des Yungas. Fin du vingtième siècle, les *Leco* sont considérés comme disparus. L'étude du système pluriethnique réalisée par Ferrié en 2014 montre les facteurs susceptibles de les avoir conduits à leur disparition. Il semble que les missions franciscaines du dix-huitième siècle ont mené des stratégies politiques aboutissant à l'effondrement de la diversité ethnique. Les missions divisent d'abord le territoire en créant des frontières ethnolinguistiques entre un sud plus andin et un nord dit plus «sauvage». Elles procèdent ensuite à un regroupement pluriethnique des populations, amenant à un isolement dans des espaces confinés par la négation et le gommage total de leurs caractéristiques identitaires et culturelles. Elles imposent l'évangélisation des populations en *quechua*, au détriment de leurs langues natives.

Pourtant, Ferrié observe qu'une langue *Leco* se parlait il y a encore deux à trois générations sur les bords du fleuve Mapiro. Le mécanisme d'andinisation entamé s'accélère encore davantage durant la troisième partie du dix-neuvième siècle, soutenu par les différents acteurs économiques puissants qui se succèdent, puis par l'État. En effet, l'orientation des activités économiques vers l'exploitation du quinquina, de l'or et du caoutchouc renforce le brassage ethnique qui s'étend peu à peu. Puis, pendant des siècles, la majorité des Boliviennes et des Boliviens vivent dans des conditions semi-féodales. Certains travaillent dans les mines, d'autres dans les grandes fermes (*haciendas*) comme «*peones*⁶».

Les peuples autochtones vivent sur des terres peu fertiles et ceux de l'Altiplano manquent de terres à cultiver, d'où l'existence d'importantes colonisations vers les terres basses du pays. Les haciendas du début du vingtième siècle (Hillenkamp, 2013) achèvent le processus d'andinisation : «La subordination de la société indigène et son inclusion forcée dans le nouveau contexte colonial entraîne la désintégration, plus ou moins complète, du système global des traditions indigènes, dont ne survivent que des fragments disjoints.» (Wachtel, 1974). Ferrié constate

que les politiques libérales assimilationnistes de la période républicaine des Temps Modernes et la construction identitaire nationale ont pour effet de renforcer la réduction de la diversité régionale et aboutissent à la dissolution du panorama ethnique présent jusque-là.

Éducation interculturelle

La création d'un complexe d'infériorité engendré par la colonisation s'opère dans plusieurs institutions de la société bolivienne. À l'époque, l'école se voit jouer un rôle de catalyseur de la cohésion des populations éloignées les unes des autres pour contribuer à la construction d'une identité nationale unique (Martinez, 2010). Longtemps, l'éducation scolaire prodiguée contribue à créer un sentiment d'insécurité par rapport à la culture d'origine. L'école du dominant, du colon, opère une forme de violence symbolique où le passage par l'école est le prix à payer pour l'accès au savoir et pour pouvoir prétendre à une mobilité sociale ascendante. S'occidentaliser par les études apaise l'individu et sa famille affaiblis par un sentiment d'infériorité, l'insécurité de leur culture communautaire originaire dévalorisée socialement. L'anthropologue Montoya conte, dans son ouvrage *le Mythe contemporain de l'école*, le mythe de « *Los Hijos del Inca* » (Les enfants du soleil) qui n'aiment pas l'école car il y vit un monstre qui les dupe et les terrifie (Ortiz cité par Ansión, 1995). Montoya le dévoile en évoquant son symbolisme probable, le passage du monde andin au monde où se parle le castillan.

Même si aujourd'hui l'école est reconnue comme lieu de transmission du savoir dominant, un important manque de confiance en elle, apparenté à un sentiment de colère contenu, se maintient dans les populations autochtones. Montoya relate que durant la seconde moitié du vingtième siècle, les familles paysannes cherchent à s'intégrer aux populations urbaines. L'école est considérée comme l'instrument du « réveil » pour ouvrir les yeux vers la lumière ; l'accès à l'éducation qui, jusqu'alors, était réservée aux élites de la société. C'est un contexte présentant une acceptation de l'ordre social imposé par le colonialisme et où les habitudes culturelles locales sont ignorées et oubliées. Toutefois, l'école reste un lieu dispensant

l'appropriation du savoir, malgré une certaine méfiance par rapport aux savoirs transmis et le niveau d'exigence de ceux qui la contrôlent. « Tel est le prix à payer. »

Ansión (1995), anthropologue et sociologue au Pérou, développe un point de vue critique de l'école et de son rôle. L'école devrait permettre l'appropriation de la lecture, de l'expression orale et de l'écriture en langue native et du savoir, tout en restant attentive au paradigme culturel menant à un projet éducatif sous la responsabilité de l'État-nation. L'éducation interculturelle bilingue est un sujet controversé. Est-ce une façon d'instrumentaliser les langues natives afin d'améliorer l'assimilation de la langue nationale? Ne devrait-on pas penser à refonder une éducation scolaire à partir des connaissances propres des nations? Il ne s'agirait pas d'un retour vers la tradition ancestrale, mais bien d'une articulation entre modernité et passé. Une culture moderne construite à partir d'une culture séculaire, entre une école néolibérale et une autre interculturelle et bilingue. Le fonctionnement pédagogique devrait ne plus nier les langues traditionnelles et porter son attention aux écoliers des zones rurales autant qu'à ceux des zones urbaines, créer des opportunités d'emploi pour les jeunes diplômés, équilibrer l'offre des écoles publiques et privées, sachant que ces dernières sont estimées prestigieuses et contribuent au succès du néolibéralisme facilitant la mobilité sociale ascendante des classes dominantes. Ansión pense également que l'éducation interculturelle scolaire pourrait soigner des blessures, des souffrances, des discriminations venant de la culture hégémonique. C'est une éducation au « vivre bien », de la manière la plus juste, centrée sur la personne et non sur la richesse et le matérialisme, dans une société néolibérale de type entrepreneuriale. Le projet éducatif national nécessite un soutien et la volonté politique de faire face aux problématiques de fond.

Territorialisation

L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano met en évidence, dans son ouvrage *Les veines de l'Amérique Latine* (Galeano, 1971), les blessures structurelles laissées ouvertes par les empires coloniaux puis par les États impérialistes ou dominants. Il y rapporte surtout le pillage des ressources naturelles du

continent depuis le début de la colonisation européenne, de 1492 jusqu'à l'époque contemporaine. Une colonisation menée avec l'essor de l'esclavage, de la traite négrière et du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique pour assurer la répartition d'esclaves noirs aux colonies du Nouveau Monde (continent américain), pour approvisionner le Vieux Continent en marchandises de ses colonies et pour fournir à l'Afrique des produits européens et américains. Galeano caractérise également la mainmise des administrations coloniales sur l'appareil économique et politique des pays latino-américains. Ainsi la Bolivie contribue au développement industriel et financier des pays européens et d'Amérique du Nord. Galeano dénonce l'exploitation de la main d'œuvre et évoque qu'avec ces ressources naturelles accumulées depuis trois siècles, un pont tout en argent aurait pu être construit par l'Espagne avec le métal de Potosí⁷ depuis le « *Cerro Rico* »⁸ en traversant l'océan Atlantique jusqu'au palais royal de Madrid (*ibid.*). Malgré leurs indépendances autour de 1821, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes restent sous l'emprise des États-Unis qui voient en eux un réservoir stratégique de matières premières (pétroles vénézuélien et mexicain, cuivre chilien, etc.).

Dès l'indépendance de la Bolivie, proclamée le 6 août 1825, le pays est confronté à de nombreux conflits frontaliers et d'importantes luttes intestines qui introduisent une grave discontinuité⁹ du progrès social et économique (Grenier, 1964). À ce moment-là, il existe un réel manque de connaissance de la géographie du pays, mais également de ses ressources humaines et économiques ; « cet espace morcelé et méconnu » dote la Bolivie d'une identité géographique incertaine (Martinez, 2010, p. 6). Cette méconnaissance de ses frontières la rend perméable aux conflits avec les pays frontaliers. Après un siècle, elle se voit dépouillée de près de la moitié de son territoire (Guerre du Pacifique avec le Chili, 1879-1884, avec la perte de son littoral ; Guerre de l'Acre avec le Brésil, 1899-1903 ; Guerre du Chaco avec le Paraguay, 1932-1935 ; etc.).

C'est en 1900 que le Bureau national d'immigration, statistiques et de propagande géographique (*Oficina Nacional de Inmigración, Estadística y Propaganda Geográfica*) réalise un recensement des délimitations territoriales. Martinez souligne que celles-ci révèlent la perception qu'ont les élites de leur pays. Elles sont instrumentalisées au service d'une construction politique

afin d'exercer au mieux le contrôle des régions, des activités économiques et des populations recensées. Les principales activités économiques du pays sont l'agriculture, la manufacture et les mines. D'après le recensement de 1900, 70% de la superficie du pays sont des terres exploitables dont la moitié est destinée à la culture et l'élevage (gomme élastique, pomme de terre, coca, café, quinoa, cacao, riz et canne à sucre). La production agricole restée traditionnelle est l'activité essentielle de la population active, tandis que les produits manufacturiers sont le travail du tissu, l'ébénisterie, la cordonnerie, le travail des peaux, la ferronnerie, la lithographie et la gravure. L'exploitation minière est le secteur porteur du pays. Pays mono-exportateur d'un minerai (longtemps ce fut l'argent, remplacé au vingtième siècle par l'étain), son économie est vulnérable car dépendante de la fluctuation du cours de cette unique matière première.

Ce recensement intègre des noms pour faire la distinction sociale entre les individus composant la population. Par rapport au brassage ethnique, l'utilisation du terme « *indio* » nomme de façon homogène les nombreux indigènes¹⁰ présents sur l'ensemble du territoire : une assimilation des différentes cultures des communautés, une population méprisée. À côté de cette dénomination, un autre, « *cholo* » est utilisé pour nommer les métis minoritaires issus de l'union des blancs et des indigènes, classés comme étant inférieurs au blanc mais tout de même supérieurs à l'indigène. Les noirs, descendants des esclaves¹¹ amenés de force pour travailler les terres, représentent une infime minorité ignorée, tombée dans l'oubli.

Ce n'est pas parce que les individus sont nés sur le sol bolivien qu'ils ont la citoyenneté. L'article 33 section IV de ce recensement donne les conditions de celle-ci : être inscrit au registre civil, savoir lire et écrire, posséder un immeuble ou un revenu mensuel de 200 *bolivianos* (25 euros)... Martinez révèle également que des critères raciaux sont clairement énoncés sur la façon dont la couleur de peau détermine la position sociale. Malgré l'hétérogénéité de la population, nous sommes dans une Bolivie très hiérarchisée socialement, économiquement et politiquement dont la minorité, les blancs, détient le pouvoir. Un exemple illustrant le respect hiérarchique qui perdure dans les relations interpersonnelles aujourd'hui, c'est la manière de s'adresser les uns aux autres en utilisant d'abord le grade

académique ou professionnel avant le nom de famille: «Lic.» lorsqu'il s'agit d'une personne licenciée, «Ing.» si c'est un ingénieur ou encore «Prof.», pour un professeur.



© Elsa Vetro

3. Mobilisations collectives pour les droits sociaux et culturels

Multiculturalisme sur base de mouvements sociaux

Le fondement du processus de redéfinition du multiculturalisme en Bolivie s'inscrit dans un contexte de résistances historiques menées de front et de nombreuses luttes. Les organisations sociales sont fondées essentiellement sur des valeurs et des pratiques indigènes et paysannes de l'Abya Yala¹². L'individu et la communauté entretiennent une étroite collaboration : les membres contribuent au bien collectif tout en bénéficiant du soutien des autres. Famille et individu s'entraident au travail de la terre. Il arrive, par exemple, que des communautés entières travaillent ensemble pour dégager des routes, pour creuser des canaux d'eau. Nous observons également une entraide mutuelle entre communautés. D'ailleurs, les décisions importantes se prennent de manière collective (Chaplin, 2010).

Fondée en 1944, la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (FSTMB) forme la colonne vertébrale des organisations populaires boliviennes. En 1945, sous la présidence de Gualberto Villarroel¹³ (1943-1946), le servage et les corvées de travail obligatoire et gratuit sont abolies par décret. Toutefois, son application prend du temps et de nombreux abus sont signalés (Grenier, 1964).

Au sein des luttes, figure la révolution populaire de 1952 menée par les mineurs, les paysans et certains secteurs de la classe moyenne. Celle-ci aboutit à des changements considérables, à d'importantes réformes économiques et sociales sous le gouvernement de Victor Paz Estenssoro¹⁴ (1^{er} mandat 1952-1956): nationalisation des compagnies minières, réforme agraire, vote des paysans et des femmes. Peu à peu, s'affirme le *leadership* de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), la confédération syndicale des travailleurs, une alliance entre ouvriers et paysans. Elle connaît son apogée début des années

septante, après notamment le célèbre massacre des mineurs de San Juan en juin 1967. Établie après la révolution populaire, elle co-gouvernera, de 1952 à 1964, avec le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) (Lavaud, 1990).

Cette révolution donne lieu à la réforme agraire de 1953 effectuée dans un contexte politique d'inspiration socialiste. Voici un extrait de celle-ci :

« Organisation du régime de propriété et tenue de la terre. Redistribution de la terre afin d'élever le niveau de vie des paysans, intensifier la production agricole et développer l'économie nationale. Moyens de faire disparaître la « *latifundia* », les formes d'exploitations semi-féodales de la campagne. Relation de la production, des formes de travail, de la rémunération et de la protection du travailleur paysan. Habitations rurales. Assistance technique et crédits à l'agriculture. Usage et conservation des ressources naturelles. » (Extrait du décret de la réforme agraire du 20 janvier 1953)

Son idéologie promeut la figure paysanne *campesino* jouissant de la propriété privée au sein d'une société moderne. Pour mettre fin aux discriminations à l'encontre des indigènes, elle ouvre la voie de la citoyenneté universelle. Paz Estensoro aurait déclaré : « il n'y a plus d'indiens, il n'y a que des paysans » (Casen, 2012). Désormais toute référence à une quelconque dimension ethnique des rapports interindividuels est bannie du discours dit « officiel ». Nous assistons à l'émancipation de l'indigène dans le cadre de la construction d'une nation métisse où il est appelé à perdre petit à petit son caractère distinctif. Mais Grenier conclut que cette réforme agraire est une expérience qui a partiellement échoué car elle n'a pas tenu compte de la résistance au changement du collectif, autrement dit des populations :

« Cette résistance paraît d'autant plus obstinée et efficace lorsque ces populations sont pauvres, établies solidement dans des traditions qui remontent très loin dans le temps, et lorsque ces populations forment des masses illettrées qu'il est extrêmement pénible de vouloir instruire et convaincre en un temps trop court surtout lorsqu'on manque des cadres et des techniques nécessaires à cette éducation. » (Grenier, 1964)

En 1962, le pays prévoit un nouveau plan national de développement rural accompagné de mesures d'ordre sanitaire, scolaire et culturel : transformation et développement de la

production, culture de subsistance, sélection des cultures et des éléments d'élevage. Grenier admet que depuis que les indigènes ont cessé d'être des *peones* pour devenir des *campesinos*, le cours de l'histoire a changé.

À partir des années septante, les organisations non gouvernementales internationales (ONG) des États-Unis, du Canada, de Suisse, de Suède, d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de Belgique... travaillent avec les populations autochtones autour de la promotion et de la visibilisation des thématiques des droits de l'homme, de l'autonomie et de l'écologie. Parmi les mouvements de résistances figure celui du katarisme¹⁷, un mouvement syndical indigène qui fonde en 1979 la première organisation paysanne nationale indépendante. En 1994, sera élu pour la première fois un vice-président *aymara* issu de ce mouvement.

Dans les années nonante, deux puissants acteurs sociaux indigènes voient le jour : la Confédération Indigène de Bolivie (CIDOB) et le Conseil national des Ayllus et Markas du Qullasuyu (CONAMAQ).

Les groupes indigènes des terres basses réalisent la première manifestation d'une longue série pour la défense de la propriété terrienne. Ils deviennent des acteurs politiques bien organisés formant la CIDOB, l'organisation nationale représentative et interlocutrice des peuples indigènes des régions de l'Orient, du Chaco et de l'Amazonie dont la mission principale est de contribuer à la consolidation des droits de propriétaire et à la défense des droits des peuples indigènes.

En 1997, l'*Ayllu*¹⁸, forme d'organisation de la vie de la communauté *Aymara* (Saavedra, 1955), s'est à nouveau réunie pour défendre ses intérêts autochtones. Les communautés indigènes ont cultivé une tradition de « puissante organisation » distincte de celle des plaines (Chaplin, 2010). L'*Ayllu* fonctionne comme une méritocratie où c'est le plus sage, le plus intelligent qui peut espérer monter dans la hiérarchie via les principes de rotation des dirigeants, le lien avec la terre, etc. (Liendo, 2016). Constituée des peuples indigènes des terres hautes du pays, la CONAMAQ travaillent à la revendication du droit autochtone communautaire en Bolivie.

Ces deux organisations sont des alliées proches du gouvernement d'Evo Morales Ayma jusqu'à la promulgation de

la nouvelle *Constitution* en 2009 (dont nous parlerons plus loin). Aujourd'hui, ces organisations sociales sont marginalisées et se situent dans l'opposition pour demander l'application du droit autochtone communautaire.

En 1985, le MNR instigateur de la révolution nationale de 1952 revient au pouvoir après l'échec du gouvernement de gauche qui avait succédé à la dictature du pays. Ses intentions sont clairement néolibérales. Il met en place le programme de libéralisation le plus massif et le plus étendu de la région pour répondre à la crise économique : coupes budgétaires, hyperinflation, baisse des prix des matières premières, endettement, etc. Les mesures extrêmes d'hyperinflation suivies de l'effondrement du prix de l'étain¹⁹, principal minerai d'exportation du pays (Grenier, 1964), et le démantèlement de la compagnie d'État, la Corporation minière de Bolivie (COMIBOL), débouchent encore sur de nouvelles mesures d'économie drastiques. Le gouvernement réduit à nouveau ses dépenses et fait fermer ou privatiser de nombreuses mines et entreprises. Il relocalise et/ou indemnise ses travailleurs. Près de 27.000 mineurs et leurs familles doivent abandonner leur travail et leur maison en quête d'une vie meilleure ailleurs (Lévy, 2007). Ne pouvant vivre du travail de la terre, les ouvriers migrent dans la région tropicale, aux Yungas ou encore au Chapare, réorientant leur source de revenus vers la culture de la feuille de coca.

« La coca n'est pas la cocaïne » : slogan au cœur de mouvements sociaux

En préalable, il faut savoir qu'en 1961, la Convention unique sur les stupéfiants, réunie à New-York, classe la coca (*Erythroxylum coca*) parmi les « plantes psychotropes », c'est-à-dire capables de produire une drogue à l'état végétal. Or, depuis les années septante, des études scientifiques ont prouvé son innocuité à l'état naturel (Lévy, 2007).

En 1988, une politique d'éradication totale de la feuille de coca, dite « option zéro », est adoptée avec la Loi 1008 sous l'impulsion de l'Organisation des États américains O.E.A.), réunie à Washington, et le gouvernement bolivien de Paz Estenssoro (4^e mandat 1985-1989). Par la suite, la loi devenue le slogan

« coca zéro » se voit renforcée et mise en pratique de manière plus radicale encore sous le gouvernement du Général Banzer Suárez²⁰ (1997-2001) revenu au pouvoir puis Jorge Quiroga²¹ (2001-2002). Le pays est sujet aux campagnes anti-drogues portées par les mouvements sociaux « *Coca no es cocaína* » (La coca n'est pas la cocaïne). Les affrontements, l'emprisonnement, la violation des droits de l'homme font partie du quotidien de la population de Tropic de Cochabamba. Aucune distinction n'est faite entre le trafiquant et le paysan. Le premier est difficilement localisable et donc libre, tandis que le second, qui cultive la coca pour survivre est visible et donc plus facilement poursuivi.

Cette éradication forcée va favoriser la consolidation et la radicalisation d'un nouvel acteur d'une importance de premier plan sur la scène politique bolivienne : le mouvement des *cocaleros*. La répression croissante devient un facteur de cohésion et de mobilisation. Le mouvement social bolivien reprend vigueur en réaction à la criminalisation de la coca. Les anciens ouvriers agricoles présents dans le mouvement y transmettent, au fil des ans, leur expérience de luttes syndicales antérieures. Instrument politique des paysans et des producteurs de coca, le mouvement développe non seulement un mécanisme de défense pour protéger les intérêts des travailleurs d'un secteur spécifique mais aussi une lutte vers une nouvelle dynamique dans la politique bolivienne. En une décennie, les producteurs de coca s'imposent ainsi comme la principale force sociale au sein du mouvement syndical paysan et des mouvements sociaux du pays. La feuille de coca devient l'emblème des luttes syndicales et du pouvoir politique (Lévy, 2007).

En 2004, le *leader* syndicaliste Evo Morales Ayma parvient à signer un accord avec le président Carlos Mesa²² freinant la politique d'éradication forcée. Un consensus est trouvé : le droit, pour chaque affilié à un syndicat, de cultiver une superficie limitée à 1600 m² de plants de coca ; les organisations syndicales se portant garantes du contrôle de ce « *cato* » familial.

Mais cela ne permet pas aux producteurs de vivre de leurs cultures. C'est d'ailleurs une des raisons qui mènent Evo Morales Ayma à élaborer une stratégie politique de dépénalisation de la coca suivant le principe « Oui à la coca, non au narcotraffic », conscient que sa pénalisation constitue une arme géopolitique. La lutte anti-drogue sert de prétexte aux États-Unis pour construire des bases militaires dans tous les pays andins et amazoniens

(Colombie, Equateur, Pérou, etc.). L'Amazonie continentale présente en effet des espaces aux ressources naturelles capitales pour l'avenir de la planète. Elle est bien protégée mais peut-être pas dans l'intérêt des nations de la région. La lutte pour la dépénalisation de la coca et la reconnaissance des droits culturels des peuples autochtones devient un combat de longue haleine. Seul un soutien international pourrait changer le destin de la « feuille de coca millénaire et sacrée » (Terrazas Orellana, 2006), symbole de l'identité indigène de Bolivie.

4. Question politique du multiculturalisme

Dans les années nonante, la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes adoptent un multiculturalisme dit libéral menant à la considération de la diversité culturelle tant revendiquée par les mouvements autochtones depuis deux décennies. Ce « multiculturalisme libéral » marque la fin des politiques assimilationnistes opérées auparavant.

Certains pays multinationaux ne se réfèrent plus à la question de la colonisation, adoptant plutôt une autre vision. L'Europe, le Canada ou encore les États-Unis ont une approche multiculturelle de la question autochtone, tandis que l'Équateur et la Bolivie ont la volonté d'inscrire le processus de construction de l'autochtonie dans l'Histoire.

Le multiculturalisme accompli en Amérique du Sud est distinct, il ne se centre pas sur les immigrés, les anciens et les nouveaux ou encore leurs descendances, comme ont choisi de le faire l'Amérique du Nord et l'Europe, mais s'oriente particulièrement vers la reconnaissance d'une place centrale des populations autochtones et afro-descendantes (Lacroix, 2013).

Des mouvements paysans et indigènes s'associent aux mouvements de contestation du modèle d'ajustement structurel néolibéral imposé²³, cherchant ensemble des alternatives « post-néolibérales ». Un nouveau paradigme se fonde sur le *Vivir Bien*²⁴. Présenté comme communautaire, ce concept fondateur andin (né de siècles de résistances et de revendications identitaires) appelle à reconstruire la vision de la communauté des cultures ancestrales. Il est étroitement lié à l'*Ayllu*, une « cosmovision » indigène mêlant le développement humain et la nature à égalité (Chaplin, 2010). Le *Vivir Bien* considère que la vision du développement néolibéral menace d'anéantir lentement la vie communautaire et culturelle des communautés indigènes. Le *Vivir Bien* est hostile au luxe, à l'opulence, au gaspillage, au consumérisme... Ce nouveau paradigme démontre aux grandes nations américaines du Nord et européennes que l'Amérique du Sud peut être porteuse d'idéologies ancestrales de caractéristiques novatrices. Il défend un développement

équitable à partir d'un point de vue holistique des besoins des personnes en adéquation avec l'environnement et les droits de *Pachamama* (la Terre-Mère), et en harmonie avec la communauté et la famille.

En 1992, un fond indigène est constitué. Il est alimenté pendant plusieurs années par la coopération internationale. En 2000, le gouvernement octroie une partie des excédents liés à l'exportation des hydrocarbures (près de 5%). La réserve d'argent devait servir à financer des projets productifs dans les communautés et à consolider les organisations de base. Mais des affaires de malversation et de corruption éclatent et prennent le dessus, occultant les réussites réalisées dans les endroits oubliés où se sont créés des ateliers d'artisanat, des infrastructures d'étables, des granges, etc. (Liendo, 2016)

En 1994, une première réforme redéfinit la République de Bolivie comme « unitaire, multiethnique et pluriculturelle »²⁵ (Lacroix, 2011) en reconnaissant des droits collectifs d'ordre :

- culturel : reconnaissance de la diversité culturelle, des modes de vie, des croyances, etc. ;
- éducatif : éducation interculturelle et bilingue ;
- juridique : reconnaissance d'un droit coutumier local ;
- territorial : délimitation de territoires ou de terres collectives ;
- politique : acceptation d'une certaine forme d'autonomie politique locale.

Trois lois importantes font partie intégrante du processus (Lacroix, 2013). Premièrement, la *loi de Participation Populaire* de 1994 qui légitime juridiquement les communautés autochtones ouvrant de nouveaux espaces politiques et citoyens où désormais sont engagés de nombreux représentants autochtones. Elle parvient à des résultats inattendus comme l'émergence de *leaders* locaux, issus des mouvements sociaux, en tant qu'autorité de représentation directe au Parlement afin de créer de nouvelles organisations territoriales entre autres. Deuxièmement, la réforme éducative décrète, en 1995, une éducation interculturelle et bilingue donnant accès à l'éducation pour tous. Dans les zones urbaines, l'enseignement se fait désormais en castillan et en langue autochtone (par la création de centres de formation d'enseignants bilingues) et écrit (par la traduction des manuels scolaires). Il est à noter que la plupart des langues natives sont de tradition orale. Le passage de l'oral à l'écrit ne doit certainement

pas se faire sans risquer d'entraver la compréhension des langues natives. Troisièmement, la réforme agraire de 1996 prévoit d'octroyer des Terres communautaires d'origine (TCO)²⁶ définies comme « des espaces géographiques qui constituent l'habitat des peuples et des communautés indigènes et originaires auxquelles ces derniers ont traditionnellement eu accès et où ils maintiennent et développent leurs propres formes d'organisations économique, sociale et culturelle, de sorte qu'ils y assurent leur survie et leur développement ; elles sont inaliénables, indivisibles, irréversibles, collectives, composées par des communautés ou associations de communautés, insaisissables et imprescriptibles » (article 41.5), et ayant pour effet un vaste mouvement de territorialisation ethnique (Lacroix, 2012).

Cette reconnaissance du multiculturalisme renforce la prise de conscience par la société bolivienne de la possibilité de cette équation permettant de prendre en compte sa composition multiethnique. Nombreux sont les mouvements autochtones désireux d'aller plus loin dans son avancement. Émerge alors la nécessité de placer la « question autochtone » au centre des préoccupations politiques. En 1997, le gouvernement bolivien émet, par exemple, un « certificat d'existence ethnique » des *Leco*. Ferrié constate que la reconnaissance de ce peuple s'inscrit dans un contexte national et international favorable (Ferrié, 2014). Alors qu'aux États-Unis, de nombreux indiens acculturés ont obtenu une pleine reconnaissance identitaire et un territoire depuis 2010 (Sider, 1993 cité par Ferrié, 2014), le processus d'« identification officielle ethnique » en Bolivie est assez complexe (Lavaud & Daillant, 2007). Au cours du vingtième siècle, les autorités du pays se sont basées principalement sur le recensement des langues et non sur l'appartenance ethnique. Or, les textes de lois de l'Institut national de la réforme agraire (INRA) obligent les autochtones à justifier de leur identité juridique comme condition d'accès aux Terres communautaires d'origine. Ne suivant pas la même logique que les Étatsuniens, la recherche de leurs étiquettes ethniques, des délimitations de leurs territoires recréent des groupes, les divisent et engendrent des conflits entre eux.

Transformation et continuité

Qu'en est-il de la question de la transformation des sociétés et de leur continuité ? Pour Whitehead, malgré les changements provoqués par les contacts, il y a des phénomènes de résistance au changement culturel, et si toute société se transforme au contact de l'Autre, elle n'est pas seulement transformée par cet Autre, mais se transforme elle-même de l'intérieur par ses propres évolutions internes (Whitehead cité par Ferrié, 2014). Peut-on parler de transformation et d'auto-transformation admettant le libre arbitre ? L'enjeu de cette question est d'élucider si le contact entre sociétés qui engendre la disparition de l'une d'elles arrive à cette conséquence par domination ou par acceptation libre. C'est ici qu'intervient le principe de résistance au changement que Bocarra définit comme « le résultat d'une logique sociohistorique en grande partie inconsciente aboutissant au maintien d'une entité spécifique mais néanmoins transformée » (Bocarra, 1999, p. 88). Cette notion de résistance est liée à un parcours historique et à une intégration économique, deux cheminements différents.

Ferrié se questionne sur l'existence d'une stratégie de survie identitaire des *Leco*, sachant qu'historiquement, des familles boliviennes privilégient l'apprentissage du castillan au détriment de leur langue, pensant donner à leurs enfants les meilleures chances d'une mobilité sociale ascendante (Lavaud, 2009). Il émet l'hypothèse du « camouflage » auquel les *Leco* auraient peut-être eu recours. Dans une situation de subordination et de domination, le « camouflage » consiste à trouver des espaces secrets dans lesquels masquer des traits culturels à préserver : il s'agit d'une dissidence muette, d'un espace pour un « texte caché de l'indignation » (Scott, 2009), produisant une hibernation culturelle en attente du temps ou du lieu propice pour les révéler. Ferrié pense qu'à force de copier, imiter au point de ressembler à l'Autre, nous devenons cet Autre, étouffant et gommant ainsi les traits, les signes distinctifs d'une identité dévalorisée et maltraitée (Taussig, 1993). Toutefois, Il fait également l'hypothèse que l'enjeu des *Leco* est peut-être de profiter d'une conjoncture historique pour recomposer son identité et pour négocier avec les ONG afin de bénéficier d'appuis politiques ou d'opportunités économiques. Il donne des exemples de la vie

quotidienne des *Leco* afin de montrer que la transformation et l'auto-transformation de l'identité culturelle a bien eu lieu.

Par exemple, la machette et la bêche sont devenues un assemblage des outils de métal occidentaux et locaux au service d'une culture andine. Les *Leco* contemporains savent construire les embarcations ou balsa mais les nœuds des troncs sont à présent en caoutchouc, introduit suite à son exploitation. L'accouchement se déroule aujourd'hui à l'occidentale (en position couchée) depuis le développement des centres de santé.

L'ensemble des croyances et rituels religieux présente ainsi une juxtaposition de trois corpus : autochtone, andin et chrétien, mosaïque sous laquelle sont parfois dissimulées des survivances autochtones.

«Guerre de l'Eau» et «Guerre du Gaz»

En 1999, un consortium privé, composé d'une multitude de capitaux étrangers dont la multinationale américaine Bechtel, est créé pour la gestion de l'eau de la vallée de Cochabamba pour une durée de 40 ans. Les investissements nécessaires à ce projet engendrent une augmentation de 45 % du prix de l'eau et à la dépossession des principales sources d'approvisionnement. Ce qui déclenche de forts mouvements de contestations connus sous le nom de la «Guerre de l'eau». Le projet de privatisation du service de gestion de l'eau en 2000 provoque l'assaut des rues de la ville par des milliers de personnes, suite à un mot d'ordre de grève générale. Le lendemain, les paysans se joignent au mouvement en bloquant les routes avec des arbres et des pierres. Le gouvernement, à l'époque sous la présidence de Hugo Banzer Suárez (1997-2001), répond violemment en envoyant les forces de police anti-émeute. L'état de siège est décrété pour une durée de trois mois. À La Paz et dans plusieurs autres villes, des manifestations se déclenchent. Mais les rangs policiers se mutinent et se solidarisent au mouvement contestataire. Tous réclament l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Au mois de mai de la même année, le mouvement dirigé par la Coordination de défense de l'eau et de la vie obtient la rupture du contrat de concession des eaux de la ville de Tunari et la révision de la loi sur la distribution de l'eau et de son assainissement. Bechtel quitte le pays. Un an et demi plus tard, elle entame une procédure devant le tribunal

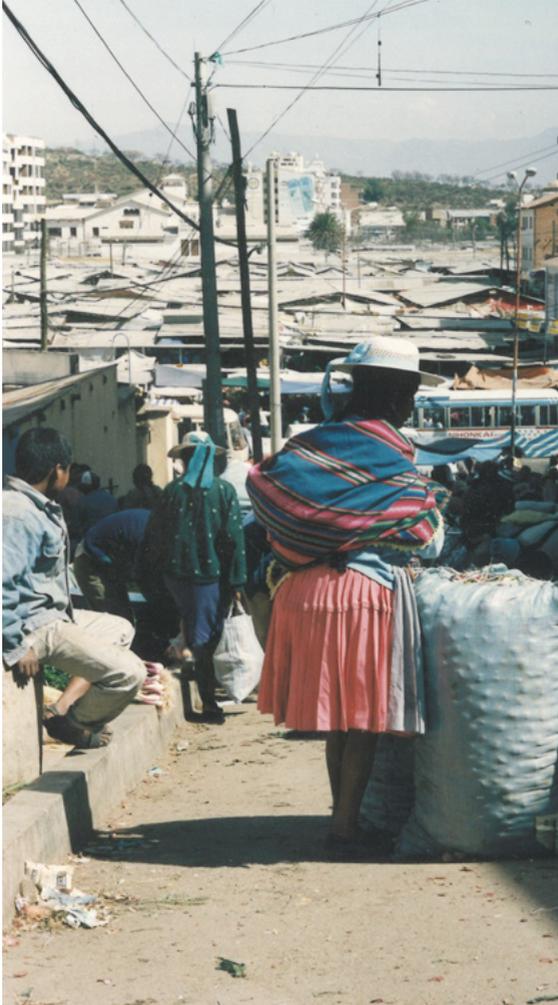
commercial de la Banque mondiale, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ICSID), exigeant 25 millions de dollars en compensation pour perte de profits, suite à l'annulation de l'accord de concession relatif à la gestion de l'eau à Cochabamba. Dès lors, éclate une tempête de protestation publique des *leaders* de la révolte de l'eau soutenue par les organisations de la société civile et la population pour contraindre Bechtel à retirer ses poursuites envers la Bolivie. Quatre ans plus tard, la multinationale renonce finalement et repart avec un paiement symbolique de trente cents de dollars.

En août 2003, à La Paz, les conseils de quartiers se mobilisent pour s'opposer à la tentative du maire d'introduire une augmentation des impôts cadastraux, sous le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada²⁷ surnommé « Goni ». Dès lors, El Alto (ville périphérique de La Paz) est l'épicentre des affrontements contre le président et son gouvernement. Suite aux représailles gouvernementales et à l'assassinat de 65 personnes, les mouvements se mobilisent et exigent le renversement du président Sánchez de Lozada (Chaplin, 2010). Tous ces mouvements de résistances indigènes et paysans locaux se réunissent et coopèrent sur un plan national en 2003. Ensemble, ils définissent un agenda avec un programme d'actions communes. « Goni » est accusé de brader les ressources naturelles. Le premier point de ce programme est la récupération de la souveraineté publique nationale sur les ressources naturelles et plus précisément, sur les hydrocarbures.

Ensuite, lorsque le gouvernement introduit une proposition de vente du gaz naturel de Bolivie aux États-Unis (dont le conduit passerait par le Chili, pays avec qui la Bolivie entretient une relation houleuse à propos de l'accès au littoral maritime), c'est la « Guerre du gaz ». La proposition est rejetée et débouche sur le blocage des routes. Ces événements renforcent la consolidation d'une proposition commune entre les différents mouvements sociaux. Les paysans de la région des Hauts Plateaux peuvent désormais compter sur le soutien du mouvement des *cocaleros* de la région subtropicale, des syndicats, des mineurs, des coopératives et des conseils de quartiers de El Alto et La Paz, jusqu'aux personnes issues de la classe moyenne et des étudiants. Il n'y a pas un seul *leader* mais bien plusieurs. Leur union est déterminante dans la marche révolutionnaire initiée depuis la colonisation vers un changement de la situation de

pauvreté et de marginalisation de la majorité de la population bolivienne, surtout des paysans et des indigènes. Ils sont porteurs de revendications de la terre, du territoire, du travail, d'autonomie indigènes et de représentation politique autonome (Liendo, 2017).

Début du vingt-et-unième siècle, les importants conflits sociaux menés par la population fatiguée de la stagnation économique, du manque d'emploi et de la grande pauvreté, des mesures antipopulaires comme la privation des ressources naturelles par des entreprises internationales provoquent finalement la chute du président. Les images montrent « Goni » fuyant le pays en hélicoptère pour se réfugier aux États-Unis. Morales Ayma capitalise ce mécontentement populaire qui conduira à un pacte d'unité entre mouvements sociaux.



© Elsa Vetro

5. D'un multiculturalisme libéral à un État Plurinational

En 2005, après une série de gouvernements transitoires, la victoire électorale est remportée par le parti du Mouvement vers le socialisme (MAS) et son *leader* Evo Morales Ayma. Son investiture, en janvier 2006, marque un tournant dans la gouvernance étatique. D'origine *aymara*, il est le premier président autochtone de toute l'histoire du pays. Issu du MAS, il est, de plus, le défenseur des *cocaleros*, paysans cultivateurs de la feuille de coca et *leader* de leur syndicat. Le changement de gouvernement devient une réalité notable. Le nouveau cabinet est composé de divers représentants de mouvements sociaux qui avaient soutenu le MAS. Mais certains ont peu d'expérience avant leur entrée en fonction et d'autres ont pour seule expérience de travail celle acquise dans les organisations non gouvernementales.

Le début de sa gestion se caractérise par d'importantes transformations sociales du pays, la mise en œuvre de nombreuses réformes comme la nationalisation du gaz et du pétrole, suivie d'autres mesures visant à réhabiliter le rôle de l'État dans l'économie, comme les matières sociales et éducatives permettant la réduction des conflits, l'ouverture en matière de santé aux populations jusque-là exclues, l'accès à l'éducation scolaire au niveau des études supérieures, l'innovation de l'alternance électorale et l'accès aux femmes à la politique. Les allocations sociales initialement créées par les gouvernements antérieurs néolibéraux, sur les recommandations de la Banque mondiale, sont envisagées comme manière de neutraliser le mécontentement du peuple. Elles s'adressaient à très peu de familles et de femmes. Sous la forme de bons, désormais elles sont revues afin de devenir universelles sans discrimination positive, affirme Liendo (2016). *Juancito Pinto* soutient les familles dans la scolarisation des enfants de l'enseignement primaire et secondaire, *Juana Azurduy* s'adresse à la femme enceinte afin de diminuer le niveau de mortalité infantile très

élevée en Bolivie et *Renta Digna* est une rente mensuelle pour les personnes ayant pris leur retraite (Liendo, 2016).

L'État poursuit des politiques d'intégration régionale sur le continent avec l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) en 2008 et la Communauté des États Latins Américains et Caraïbes (CELAC) en 2010, par exemple. L'élection d'une assemblée constituante réforme la *Constitution* du pays avec l'avènement de l'État plurinational (Mendoza, 2012), reconnaissant désormais les trente-six nations boliviennes (Langlois et Mariani, 2007) basée sur la force d'organisation et la tradition des mouvements sociaux de Bolivie²⁸ (Liendo, 2017). Ce processus ascendant consiste à repenser les formes classiques du multiculturalisme mettant l'accent sur le changement radical du traitement politique et historique de la question autochtone. La nouvelle *Constitution politique de l'État plurinational de Bolivie de 2009* considère que les peuples autochtones sont désormais des sujets juridiques et politiques de l'État, tout comme les citoyens non autochtones. Elle établit une relation d'égalité entre les entités collectives et individuelles (Lacroix, 2011). Leur autodétermination est garantie dans le cadre de l'unité de l'État qui comprend le droit à l'autonomie, à la culture, à la reconnaissance de leurs institutions et à la consolidation de leurs entités territoriales.

C'est l'introduction des valeurs culturelles indigènes dans la politique du pays comme celle du *Vivir Bien* (Chaplin, 2010). Les étapes du processus se retracent depuis la construction d'une vision du futur qui reprend ces racines culturelles indigènes. Et dans les textes de loi, le concept de « nation » se voit introduit en termes d'idéologie renvoyant peu à peu à des politiques concrètes. Ce paradigme autochtone apparaît dans la nouvelle *Constitution* politique de 2009, par exemple en choisissant de nommer sa population « indigène autochtone paysan » lui garantissant l'accès aux ressources nécessaires pour vivre, en mettant l'accent sur une solidarité partagée en harmonie avec la nature plutôt que l'accumulation de richesses économiques. Le *Vivir Bien* implique aussi la nécessité matérielle d'investir dans le développement personnel et l'autonomisation. Dans le contexte de la mondialisation qui prône des valeurs capitalistes et une consommation excessive, cette idéologie résonne au-delà des frontières boliviennes. Elle offre les bases d'une participation du pays dans les rencontres internationales sur le changement

climatique. À travers ce processus de changement, l'idée est d'élaborer des règlements de travail dignes, d'améliorer les conditions de vie et de sortir de la misère. Mais le *Vivir Bien* laisse perplexe car c'est un revirement idéologique radical à contre-courant de la logique capitaliste. Idéologie paradoxale alors que la tendance du gouvernement est d'impulser l'agro-industrie et l'agro-extractivisme privilégiant certaines cultures comme le soja. Malgré la loi 144²⁹, l'introduction et l'importation de semences transgéniques se réalise via la contrebande.

Parallèlement, la réforme menant à cette nouvelle *Constitution* en 2009 désigne l'État comme étant « unitaire de droit plurinational communautaire », impliquant la nécessité de changements en termes de politiques ethniques (Lacroix, 2011).

Le contexte politique international avait favorisé cette transition politique avec l'adoption de la *Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones par l'Assemblée générale de l'ONU*, en septembre 2007. Transversale et prédominante, la question autochtone n'est plus restreinte à la reconnaissance particulière des minorités ethniques par la création de mesures spécifiques comme par le passé. Il s'agit à présent de la reconstruction de catégories sociales historiques, abolissant toute distinction entre minorités ou majorités par l'adoption d'une approche transversale. Désormais, elle se veut systématique et permanente dans l'élaboration des politiques, des normes législatives du nouvel État plurinational, marquant ainsi la fin du multiculturalisme libéral des années nonante.



© Elsa Vetro

6. Vers une protection, une valorisation du patrimoine historique et culturel

La nation bolivienne se représente aujourd'hui comme étant la nation d'un État dont près de onze millions d'individus possèdent une identité nationale bolivienne par le droit du sol. Comme nous l'avons vu, une partie importante de cette nation est autochtone, elle représente une identité nationale composée d'appartenances culturelles – *Aymara, Quechua, Guarani, Moxeña, T'simane, Yuracaré*, etc. – préexistantes à la République et même aux colonies. La procédure enclenchée reconnaît ainsi une nation bolivienne formée « de la totalité des Boliviennes et des Boliviens, des nations et des peuples indigènes originaire paysans, des communautés interculturelles et afro-boliviennes qui, dans leur ensemble constitue le peuple bolivien » (art. 3 de la *Constitution*, 2009). Elle assume être une sorte de kaléidoscope géopolitique intégrant différents peuples et nations en permettant de « combiner différents concepts de la nation dans un seul et même État. » (Sousa Santos, 2007, p. 18)

García Linera³⁰ signale qu'il ne s'agit pas dans cette *Constitution* de procéder à la distinction entre « indigènes » et « métissés », mais au contraire, de considérer sur un même pied d'égalité les citoyens autochtones et non autochtones. Par ailleurs, pour les auteurs de cette réforme constitutionnelle, ces concepts seraient issus d'une vision erronée de la réalité, car au sens strict du terme, tout être humain est biologiquement métis, et culturellement, toute identité dans le monde est également métissée. Aucune culture n'est pure et ne se maintient de façon statique depuis dix mille ans, période où s'achève la Préhistoire et commence l'Histoire. Au contraire, chaque culture s'enrichit l'une de l'autre. Il y a des Quechuas ingénieurs, des Quechuas chauffeurs de transport en commun, des Quechuas ouvriers en bâtiment, etc. Le terme « métissage » est un euphémisme culturel qui masque la violence latente envers l'indigène. Une idéologie, un projet des années cinquante où la petite bourgeoisie lettrée d'origine castillane cherche à imposer sa culture et son sens commun au reste des classes sociales et des nations indigènes existantes (García Linera, 2013).

Chorégraphie et tissage

L'ancestralité de la région, dans les Andes et l'Amazonie, se manifeste fondamentalement à travers la musique et la danse (Stobart, 2000). Je pense notamment au chant unique des femmes provenant du Nord de Potosi, aux résonances si particulières de la région andine. À défaut d'un mythe d'origine où « se cristallise la mémoire collective des peuples sans écritures » (Legoff cité par Ferrié, 2014, p. 302), un autre système d'écriture se niche dans la mémoire collective, celle de la chorégraphie traditionnelle (Severi et Glon, 2011). Les figures de l'expression musico-chorégraphique renvoient en effet au tissage (Martinez, 2009).

Les gestes constituent des images qui ne sont pas nécessairement des tableaux statiques : le mouvement, le passage d'une image à une autre, sont au contraire constitutifs de l'iconographie ancestrale. Stoller utilise un terme fort de sens symbolisant ce moment, l'« *Embodiment* » (incorporation) (Stoller, 1995). Plus qu'une simple écriture mémorielle, la chorégraphie constitue une ré-activation, voire une incorporation de l'ancestral. Connerton compare les « pratiques du corps » à des inerties sociales structurales, chez qui, rituels et cérémonies commémoratives sont performatifs (Connerton, 1989). Ils rétablissent ou rejouent des actions prototypiques et fonctionnent comme des systèmes mnémoniques qui se réfèrent à des personnes et des événements dont l'existence est historique ou mythologique. Stoller et Connerton s'accordent à dire que ces chorégraphies sont des formes narratives ritualisées d'images sédimentées dans les corps des danseurs. Cette sédimentation est assurée par deux types de pratique : l'inscription et l'incorporation. Dans les danses, nous « incorporons l'Autre » au sens propre et figuré : nous revêtons les attributs des ethnies comme des ancêtres. Ces signes ne font pas que dessiner les contours de l'identité, ils en sont constitutifs. La danse traditionnelle est ainsi une forme d'incorporation de la mémoire ancestrale et un procédé mnémonique performant sa réactivation.

Ces arguments anthropologiques méritent d'être creusés. Comme la musique, le chant et la danse sont des valeurs culturelles et des pratiques incontournables en Bolivie, elles occupent une place importante, voire essentielle, dans la

culture autochtone. C'est un moment de partage convivial, de vie en communauté, d'expression et surtout de communication. Chaque type de musique, de chant, de danse ou de vêtement représente et raconte une partie de l'Histoire des peuples. Tout est lié, ces fêtes sont une manière de s'inscrire soi-même dans cette Histoire, de s'y incorporer comme un fil lors du tissage chorégraphié. C'est aussi un moyen de se rappeler et de transmettre aux nouvelles générations qui ils sont, d'où ils viennent et ce qu'ils ont traversé ensemble « au fil » de leur histoire (Sigl et Mendoza Salazar, 2012). Le choix des costumes et de la chorégraphie reflète par ailleurs le métissage traversant les époques. Le vêtement traditionnel de la danse *Tinku* se compose, par exemple, d'un casque *montera*, de la même forme que celui des conquistadores, qui était en cuivre, mais celui-ci est fabriqué en cuir. Il s'agit d'un compromis entre l'Histoire et l'imaginaire. Peut-être est-ce une création, fruit d'un passage vers la décolonisation en cours? Un proverbe africain exprime l'importance de ce vecteur social et de ses protagonistes : « Un danseur qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle » (cité par Ferrié, 2014).

Les rituels voués à la Terre-Mère *Pachamama*, au diable des mines *Tío* ou à la vierge de certaines villes... sont encore pratiqués par une grande majorité de la population. Tous les premiers vendredi du mois, de même que le mardi du carnaval, la célébration du rituel de la *ch'alla* et de la *k'oa* a lieu. Ce sont des rites issus de la tradition andine millénaire (Rocha, 2017). L'origine de cette célébration se trouve dans la partie occidentale du pays – La Paz, Oruro et Potosí – même si actuellement, elle se pratique dans les vallées et dans l'Orient bolivien, diffusée par les mouvements migratoires. Ce rite connaît un grand succès auprès des jeunes et des voyageurs venant de tous les coins du monde. Le rituel peut se voir dans une infinité de lieux, depuis les cafés jusqu'aux entreprises de constructions et les banques.

Cohen-Emerique et Verhoeven attirent notre attention sur le risque de construction de l'« indigène folklorique », voire « exotique » (Cohen-Emerique, 2017 ; Verhoeven, 2017). Quel est l'enjeu dans la manière de nommer les identités, de quoi est-ce révélateur ? (Verhoeven, 2017). La culture autochtone ne doit pas être instrumentalisée. La tentative de folklorisation peut trouver son origine dans les politiques nationales populistes menées début des années trente qui ont considéré les populations autochtones

comme étant une catégorie sociale sous tutelle à civiliser comme une nation moderne et indépendante. Le projet assimilationniste de construction de la nation a soumis l'indigène à l'abandon de son « retard culturel » au profit d'une transformation en paysan, ouvrier ou employé.

7. Impact du numérique et de la mobilité

Dans le processus de reconnaissance des trente-six nations au sein d'un même État, du respect de leurs cultures et de leurs pratiques, réside le problème que les législations sont faites par les hautes instances étatiques éloignées des réalités du terrain. Celles-ci ont commandé une étude sur la mobilité ethnique et les transformations des Andes boliviennes (du paysan au citoyen) afin notamment de révéler les raisons possibles de ces changements de vie individuels et collectifs. De Meeûs propose une modélisation de cette mobilité dans sa dimension migratoire et territoriale. Elle montre dans son analyse qu'assigner à un territoire les catégories « indigène », « autochtone » ou « paysan » revient à nier l'existence d'une mobilité sociale et géographique qui bouleverse les frontières et repousse les limites territoriales. Les personnes nommées « autochtones » parce qu'elles sont paysannes cessent de l'être si elles s'installent dans une ville. Son hypothèse est que la ville est devenue plus attractive pour eux et leur apparaît comme le palier économique donnant accès à de nouvelles ressources. Les facteurs de cette mobilité sont entre autres issus du contexte politique et social. De plus, l'ampleur des télécommunications (notamment d'internet via le satellite Túpac³¹) brouille la distance entre les zones urbaines et rurales (De Meeûs, 2013).

De l'activité agricole, le paysan passe à celle de travailleur salarié ou ouvrier. Il a besoin de diversifier ces sources de revenus car la culture de la terre ne lui suffit plus pour vivre. Dorénavant, en plus de la migration internationale, les Boliviens produisent une migration interne. Un va-et-vient incessant depuis les zones rurales aux zones urbaines et inversement. La mobilité des parents se distingue de celle des enfants. Avant, la condition socio-économique pouvait être vécue comme une fatalité. À présent, l'adaptation à ce nouvel environnement (voire à plusieurs) consiste à réinventer le quotidien en adoptant des nouveaux codes, de nouveaux gestes vecteurs de communication, des actions et des émotions. (*Ibid.*) Tout cela montre que la classification de la population se réfère davantage

à des aspects socioculturels qu'à une ethnie car avec le temps une personne peut changer de statut socioculturel.

L'utilisation d'internet est le premier outil qui va permettre d'adopter de nouvelles attitudes et comportements en rapport avec le corps, pratiques devenues importantes pour les nouvelles générations. Internet a une influence sur leurs gestes de beauté mais aussi sur leur régime alimentaire. Navarro (2017) avance l'idée que ces nouveaux codes sont nécessaires à la mobilité sociale ascendante sous la forme de stratégies de survie dès l'entrée à l'université. Il faut savoir qu'en Bolivie, 62% de la population est d'origine autochtone. D'après ses recherches en 2015 sur *l'Ethnicité dans les processus de catégorisation et d'identification des étudiants universitaires à Cochabamba dans la conjoncture de la décolonisation de l'État plurinational de Bolivie*, Navarro est sans équivoque : il n'y a pas un « compromis identitaire » mais plutôt une « négociation identitaire ». Lorsque les jeunes s'inscrivent à l'université, c'est au prix de la perte de leur identité d'origine. Elle évoque particulièrement l'adoption de la stratégie de survie identitaire du blanchiment de la peau. La couleur de peau situe la position sociale. Elle est révélatrice de l'interdépendance des espaces structurels et imaginaires. La couleur foncée représente le prolétaire, le travail à l'extérieur, sur les chantiers ou dans les champs et est peu valorisante. Les étudiants indigènes, autochtones ou paysans vont également montrer d'autres traits d'adaptation, se raffiner dans leurs consommations quotidiennes, par exemple, et s'éloigner de leur alimentation traditionnelle communautaire. Le passage à l'université participe ainsi à l'évolution de la mobilité ethnique. Même si les politiques d'éducation mises en œuvre depuis 2009 reconnaissent le statut de l'indigène et sa place dans la société. Fréquenter l'université contribue à son assimilation à la culture hégémonique car l'étudiant adopte ses codes en vue de l'obtention du diplôme, et cela, d'ailleurs, peu importe la qualité de l'enseignement (Ansión, 1995).

Selon De Meeûs, la mobilité physique contribue à la transformation des identités. Elle est renforcée par l'idéologie de la « transformation de soi » très présente dans le contexte de la globalisation. Elle constitue une perspective d'évolution des jeunes migrants, une expérience de développement de leur capacité d'adaptation à leur environnement par l'adoption des codes nécessaires à leur mobilité sociale ascendante, qui leur

permettrait, peut-être, de valoriser davantage leur communauté d'origine. L'édification de la culture doit se faire en tenant compte des migrations internes du pays, ce que De Meeûs nomme la « dimension mobile migratoire » de la culture (De Meeûs, 2013).

8. Tensions du nouveau modèle

Un État dépendant de l'extérieur

Des contradictions apparaissent dans les discours adoptés par le gouvernement entre sa politique extérieure et intérieure, ce qui génère des tensions.

Ces dernières années, le pays a été soutenu par une croissance économique importante et continue. Surtout du fait de la hausse du cours des matières premières, les pays exportateurs d'Amérique du Sud ont connu une croissance bien plus vive que le reste de la région depuis près de dix ans, ce qui a considérablement amélioré les termes de l'échange. L'augmentation de ces prix et la conjoncture internationale favorable ont rendu la Bolivie encore plus dépendante de l'exportation de ses ressources naturelles, privilégiant l'extractivisme et l'exportation des matières premières comme le gaz et le lithium. Le secteur des hydrocarbures est passé de 20% à 80%. Ces mesures de développement économique international, ayant considérablement augmenté ses revenus, ont légitimé le financement des investissements et des politiques sociales. Elles ont permis aussi de constituer davantage de réserves substantielles avec le Fonds indigène et d'investir dans les infrastructures. Certains indicateurs sociaux sont en augmentation grâce à la nationalisation des hydrocarbures et aux politiques extractivistes, entre autres, qui ont permis l'investissement et l'amélioration des programmes en santé et en éducation, par exemple. Au niveau social, le taux de pauvreté enregistré s'est réduit de 56,62% en 1999 à moins de 39,06% en 2013. Le pays connaît une mobilité sociale croissante, augmentant sa classe moyenne. La population jusque-là en marge, enlisée dans une économie de survie « au jour le jour », se voit incluse dans la société de consommation : « Pour la première fois, ces nouveaux sujets politiques peuvent manger trois fois par jour (...) » (Sousa Santos, 2016).

La Bolivie travaille avec des acteurs de la coopération non gouvernementale internationale depuis de nombreuses années mais ceux-ci perdent de plus en plus d'autonomie (Loi 351)

et sont freinés par des complications administratives. Malgré la promulgation de lois et règlements dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les ONG via les différentes plateformes soulignent les difficultés de leur mise en œuvre sur le terrain : elles sont écrites, votées mais elles ne se concrétisent pas. Il persiste donc encore de grands écarts et inégalités. Force est d'admettre que malgré la nouvelle *Constitution* et les nouvelles lois, il existe encore des problèmes de violence envers les femmes au foyer. Des situations d'exclusion des groupes vulnérables persistent, non seulement parce que nous sommes femmes mais aussi parce que nous sommes indigènes ou encore porteuses d'un handicap. Certains disent que les politiques d'extraction et d'exportation menées par le gouvernement bolivien servent essentiellement à financer les investissements et les politiques sociales et que le revers de la médaille de cette stratégie, est une trahison, en quelque sorte, de ses engagements initiaux sur l'environnement et la défense de la « *Pachamama* » en termes de dommages humains et de dégâts écologiques (Liendo, 2017). Rappelons que ce sont ces thématiques qui ont été soutenues par les politiques internationales auparavant. Plutôt que de combattre le modèle primo-exportateur, le gouvernement s'est engagé dans des politiques de type productiviste qui tendent à renforcer ce modèle.

En 2011, le pacte d'unité, signé quelques années auparavant, vole en éclat avec l'affaire du Territoire indigène et parc national Isiboro-Secure (TIPNIS), le gouvernement n'ayant pas appliqué l'obligation constitutionnelle de consultation populaire préalable. Le Pacte d'unité est alors remplacé en 2007 par la création de la Coordination nationale pour le changement (CONALCAM) avec un rôle de contrôle social de la gestion publique vers le processus de changement. Mais surtout, il est un espace de coordination politique entre les mouvements sociaux et le gouvernement du Mouvement vers le socialisme, le MAS, où des mesures sont définies contre les dirigeants ou les militants générant des divisions ou des conflits. De nouveaux dirigeants sont formés et des actions coordonnées pour défendre le gouvernement d'Evo Morales.

Mayorga insiste sur la distinction à faire entre la CONALCAM et le *Pacte d'unité*. Le fait est que le *Pacte d'unité* était géré par les organisations sociales en tant que protagonistes dans son processus constitutif tout en maintenant leur autonomie. Tandis

que la CONALCAM l'était par le syndicat du parti au pouvoir en vue de faire bloc à l'opposition, insistant sur la construction de la route intégrant le TIPNIS dans un développement global favorisant l'expansion de la culture de coca et la possibilité d'exploiter les hydrocarbures et les minéraux du parc national (Liendo, 2017).

La Bolivie n'est plus un État capitaliste à part entière mais certainement un État dépendant de l'extérieur. Serait-ce un modèle de nature « post-néolibérale » ? Peut-être un passage obligé pour réguler l'économie, redistribuer les richesses, consolider les stratégies de développement, pour se donner les moyens de diversifier les actions (Dutorme, 2015).

Un modèle économique non durable

L'orientation prise par le modèle de développement du pays n'est pas durable car il repose essentiellement sur l'exploitation de ses ressources naturelles épuisables et la dépendance aux marchés internationaux (Sosa et Tsounta, 2013). Ce qui alimente des situations conflictuelles comme par exemple, la lutte indigène concernant le TIPNIS, le conflit à Achacachi... (Perrier-Bruslé, 2012) ainsi que le retrait du bureau du Haut-commissaire des Droits de l'Homme des Nations-Unies (DDHH de l'ONU) après une présence de dix ans. Le Fonds monétaire international (FMI) parle d'un choc prévisible. Ces pays exportateurs de matières premières doivent renforcer leur potentiel de croissance en accroissant l'épargne intérieure : en investissant dans les infrastructures (routes, autoroutes, aéroports), l'amélioration de la qualité de la main d'œuvre (capital humain), la qualité de l'éducation, les réformes structurelles de ses institutions politiques. Il est essentiel que la Bolivie promeuve la productivité globale pour éviter de retomber à un rythme de croissance inférieur à celui qu'il a connu précédemment, une croissance de 3,36 % en 2009 à 6,80 % en 2013³⁷. Mais le chemin reste ardu pour l'ensemble des pays de l'Amérique latine et les Caraïbes (Sosa et Tsounta, 2013). Aujourd'hui, la chute des prix des matières premières est à l'origine de la crise de l'État car il subit une forte diminution de ses revenus. Le pays n'a aucun contrôle sur les prix du marché, il est resté très dépendant de l'extérieur et n'a pas diversifié son économie (Dutorme, 2015).

Le déficit budgétaire de 2016 est de 6,7 % du PIB, assez élevé compte tenu de celui des années précédentes. Il existe un risque réel de surendettement d'autant plus avec les nouvelles dettes contractées avec la Chine et la Russie.

La dislocation des mouvements sociaux

Depuis l'entrée au pouvoir d'Evo Morales Ayma en 2006, ses stratégies politiques intérieures ont conduit à la fragmentation des mouvements sociaux au niveau national. Basées sur un modèle d'exercice du pouvoir très centralisé, elles ont tendance à éloigner les décideurs politiques des différents niveaux de divisions administratives de la population. Jusqu'alors, le gouvernement de Morales Ayma pouvait compter sur le soutien des organisations sociales pour garder ce contact. Le constat est que les mouvements sociaux sont de plus en plus instrumentalisés ou cooptés par le gouvernement, ils sont morcelés, divisés et affaiblis (Liendo, 2017). La force sociale des premières années s'estompe. Les organisations paysannes, indigènes, syndicales et populaires ainsi que la mobilisation des premières années se sont disloquées. Une partie d'entre elles menées par les organisations paysannes fait alliance avec le gouvernement, du fait que les *leaders* se sont éloignés de leur base sociale et enrichis de manière soudaine ; l'autre, celle portée par des organisations indigènes, devenue dissidente, est dans la confrontation et est persécutée judiciairement.

Après 2016, la gestion de Morales Ayma est marquée par des résultats au référendum contraires aux positions gouvernementales. Plus de 51% des Boliviens se sont prononcés le dimanche 21 février 2016 contre la réforme de la *Constitution* qui aurait permis à Morales Ayma de briguer un quatrième mandat. Selon plusieurs analystes, l'année électorale 2019 risque d'être conflictuelle au niveau politique en raison de la polarisation croissante sur la question de la réélection³⁸ de Morales Ayma. Les nations et les peuples autochtones accablés ont le soutien de la classe moyenne et des secteurs urbains désireux de défendre les droits consacrés par la *Constitution* (Liendo, 2017).

L'assaut des politiques de droite dans les différents pays d'Amérique du Sud souligne la fragilité des acquis sociaux. Face au processus actuel de transition régressive dans les pays tels que l'Argentine, le Brésil, l'Équateur et le Venezuela, Sousa Santos propose de poursuivre la lutte pour l'égalité. Pas une égalité classique mais définie comme « l'égalité avec les différences ». Les luttes pour l'égalité sont des luttes traditionnelles dans ce continent car c'est un continent très inégal. Les inégalités se sont aggravées au cours des dernières décennies, diversément selon les pays. Certains gouvernements, émergeant souvent des mouvements populaires, ont réussi à atteindre une certaine redistribution sociale en profitant du *boom* des matières premières et de la hausse des prix des produits primaires. Grâce à cet élan économique sur le continent, ils ont intégré des millions de personnes dans le système de la consommation mais pas dans celui de la citoyenneté. Sousa Santos atteste que ces réalisations sont fragiles et réversibles. En fait, elles sont déjà remises en question par plusieurs pays. La lutte pour l'égalité doit donc continuer (Sousa Santos, 2016).

Luttes pour l'égalité et la diversité

Dans les années nonante, nous observons en Amérique du Sud l'émergence de nouveaux activistes : des syndicats, des mouvements des « sans terre », des femmes, des quartiers, des « nouveaux mouvements sociaux ». C'est aussi l'ouverture de nouveaux espaces politiques, de mobilisations, de protestations : le « réveil indigène ». Le mouvement zapatiste au Mexique, la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) et le mouvement des *cocaleros* en Bolivie en sont des exemples. Mais surtout après 2000, il y a une très forte lutte menée pour la reconnaissance de la diversité, avant tout par les mouvements autochtones et afro-descendants. Il y avait manifestement une lutte des femmes pour la différence, mais ces deux mouvements afro-descendants et indigènes ont eu un impact énorme surtout dans certaines *Constitutions* comme celles de la Bolivie et de l'Équateur (Dutermé, 2015). Cette égalité, pour être inclusive, doit prendre en compte les différentes manières d'appartenir à une certaine communauté politique qu'est l'État. L'originalité de ces mouvements est qu'ils assument leur filiation passée, sans complexe. Ils vont articuler leurs objectifs du registre de

la redistribution avec celui de la reconnaissance des diversités, paramètre important sur le continent. Il s'agit pour eux de reconnaître une part d'égalité entre les individus sur base d'une identité nationale commune et possédant, simultanément, une part de différence reconnue au niveau identitaire. Mais aussi, ils vont traiter des registres oubliés de l'Histoire des luttes passées des années septante, que ce soit au sujet de l'égalité entre hommes et femmes, du niveau culturel, de l'environnement et de la démocratie. Dans les mouvements identitaires mobilisés, nous avons les mouvements paysans, indigènes, citoyens du monde (qui renvoient à l'idée géographique). Ces mouvements sociaux défendent la possibilité d'avoir une identification multiple. C'est un cas exceptionnel d'articulation réussie des différentes dimensions de l'identité collective, non excluante.

Des changements superficiels

Sousa Santos analyse le fait que ces «mouvements progressistes»³⁹ ont commis beaucoup d'erreurs. Une de celles-ci est de ne pas avoir profité de la grande opportunité qui leur a été donnée de transformer politiquement la société : faire des réformes politiques du système fiscal, des médias, de l'économie. Au contraire, par efficacité immédiate, les pays exportateurs de matières premières ont tiré profit de la hausse de prix pour permettre une redistribution sociale dépendante de ces prix. Parallèlement, ils ont permis aux classes oligarchiques, aux systèmes financiers, aux riches, de s'enrichir comme jamais auparavant. Ils n'ont pas tiré parti de la grande acceptation dont ils bénéficiaient, presque hégémonique, pour transformer la politique afin de résister à une situation plus défavorable. C'est pourquoi ces formes d'inclusion n'ont pas vraiment été démocratiques et citoyennes mais restreintes à la sphère de la consommation (Sousa Santos, 2016). Les nouveaux sujets politiques n'ont pas été invités à exercer un contrôle sur les politiques publiques par des mécanismes de démocratie participative, ni à discuter des services publics. Ils sont restés des destinataires passifs d'une consommation désormais possible. C'est pourquoi elle est fragile, selon lui, car la population, qui en a vraiment bénéficié lors du processus, subit par cette inclusion-même des influences qui peuvent en quelque sorte masquer et pervertir tout ce qui a été fait. Cela dit, en comparaison à la

période précédant celle du gouvernement d'Evo Morales, force est de constater que la démocratie bolivienne est certainement passée par l'inclusion des femmes, des peuples « indigènes autochtones paysans », des jeunes, en résumé d'une pluralité d'identités.

Les *Constitutions* s'avèrent être « comme des papiers humides », s'exclame Sousa Santos. Elles procurent un sentiment de sécurité, mais elles sont fragiles et vont endurer des moments cycliques compliqués. Tout semble se faire dans la normalité démocratique mais le fait est que ce sont des « démocraties espacées », des « démocraties d'un moment », celui du temps d'un mandat comme au Brésil et en Équateur. C'est pourquoi l'attachement à un changement profond, constitutif, est un processus qui doit être renforcé par rapport aux faiblesses des processus précédents (Sousa Santos, 2016). Dans ce processus de changement « *el proceso de cambio* » enclenché par la Bolivie, le gouvernement dit maintenir le cap vers les élections de 2019. Pour Liendo, il est nécessaire de construire les fondations d'une démocratie participative avec des critères alternatifs issus de la pratique des mouvements sociaux. Il faudrait une démarche qui puisse sauver les idéaux des premières années de ce processus, pour le développement du *Vivir Bien*, démocratique, équitable et durable (Liendo, 2017).

En 2014, lors du sommet du G77, le président Morales Ayma affirmait que le pouvoir doit se concentrer sur « les forces sociales »⁴⁰ et pas sur lui ou sur le gouvernement. Lors du discours d'ouverture de la Cop 21, le 30 novembre 2015, il réaffirmait son engagement politique comme « un service, un effort et un engagement auprès de notre peuple ».

Pour Sousa Santos, il faut redéfinir la gauche et abandonner l'idée que les partis sont la seule forme de représentation politique. Pour lui, les partis doivent passer par une refondation où la démocratie participative est constitutive de la formation des politiques, des partis et des élections des candidats. Il évoque l'importance de maintenir une loyauté avec les groupes sociaux (Souza Santos, 2016). Et Liendo ajoute que le défi à relever est de reformer l'unité des mouvements sociaux aujourd'hui fragmentés entre pro-gouvernement et opposition.

« Alors, transition ou trahison ? » (Duterme, 2015)



© Elsa Vetro

Conclusion

L'Histoire de la Bolivie montre que les différentes politiques menées ont renforcé d'abord, dénoncé ensuite, des sentiments d'exclusion, de marginalisation et d'oppression des personnes et des collectivités autochtones. Dans ce processus de reconnaissance, il a été primordial que l'identité dominante « nationale hégémonique » (Gros, 1999) reconnaisse les autres identités nationales, la diversité culturelle du pays.

Depuis 2009, la construction de l'État-nation a pour finalité sociale de résoudre de façon optimale l'équation difficile d'être l'État d'une société plurinationale (García Linera, 2013). Lacroix relève les indicateurs démontrant que l'État plurinational, d'après l'analyse de la refondation de l'État, est certainement une prolongation du multiculturalisme libéral et n'est donc pas en rupture totale avec son prédécesseur. Depuis le processus ascendant qui a consisté à repenser les formes classiques du multiculturalisme, l'État bolivien a réussi à créer une « homogénéité symbolique » tout en maintenant une « hétérogénéité structurelle » (Lacroix, 2013). Liendo (2016) souligne qu'en plus de la récupération de la souveraineté sur les ressources naturelles et sur les excédentaires économiques, la Bolivie a scellé un engagement irréversible, celui de l'émergence d'une citoyenneté pas seulement politique mais aussi culturelle. Il s'agit d'une réelle avancée, d'un énorme progrès sociétal.

Aujourd'hui, la société et les institutions renvoient une image positive à la plupart des autochtones. Ceux-ci sont reconnus dans ce qu'ils sont, dans leur culture élaborée par l'inclusion des différentes cultures et sous-cultures qui les traversent depuis des millénaires. Ce processus ne se fait pas sans mal, l'identité des peuples autochtones est en constante négociation avec les groupes identitaires dominants qui créent des situations qui posent à nouveau question. Sur le terrain, je me suis rendue compte que le processus est encore long et semé d'embûches. Par exemple, lors de mon dernier voyage, j'ai aperçu dans plusieurs lieux publics des panneaux écrits en *quechua*. C'est une langue orale et non écrite, ce qui rend difficile sa compréhension, même pour les autochtones, une fois transcrite ou codée selon les endroits et ses habitants. Retenons la métaphore d'une feuille de papier humide pour illustrer la fragilité de ce type de

« nouvelle Constitution » (Souza Santos, 2016) dont la mise en œuvre est essentielle.

Le socialisme dit « Bolivarien du vingt-et-unième siècle » aborde une thématique centrale, celle de la diversité qui reconnaît une égalité entre les individus sur base d'une identité nationale commune, mais également des différences au niveau identitaire, puisque ces individus sont issus de nombreux peuples autochtones. Pour en rappeler les principaux, la nation des Quechuas, des Aymaras et des Guaranis, sont trois communautés qui n'hésitent pas à entrer en conflit, de par leur nombre élevé, pour revendiquer leur identité culturelle et en faire la promotion. L'Histoire montre l'engagement collectif assez important de ces mouvements de protestation malgré leur fragmentation et leur division actuelle. Ils procèdent à leur légitimation et cherchent à se faire reconnaître en défendant leurs limites avec les autres, en construisant une unité à l'intérieur de ces limites et en partageant leurs pratiques et leurs valeurs familiales. C'est un grand moment de négociations, d'ajustements, de compromis que Camilleri (1990) appelle « stratégies identitaires ». De cette façon, les acteurs prennent position sur la scène nationale et internationale. Ces stratégies permettent aux individus de prendre place dans le monde en s'adaptant, en créant, en s'appropriant les codes et s'attribuant un sens à leur être et à leur pratique (Vinsonneau, 2002).

Vers des issues possibles ?

Ansión entrevoit, dans la création d'espaces multiculturels en Amérique du Sud, le défi d'une démarche interculturelle de construction volontaire d'une société démocratique où régneraient l'intérêt commun et la coopération. Seulement, le développement du progrès, de la consommation et de l'accumulation se dirigent au contraire vers une société consumériste. Pour lui, si nous voulons surmonter le choc des identités culturelles, nous devons privilégier la diversité sur l'unité, en passant par la diminution des inégalités sociales et de l'exclusion, en favorisant la solidarité autour d'une véritable reconnaissance de la diversité culturelle (Ansión, 2017).

Touraine, membre du Haut Conseil à l'intégration (HCI) en France, tente de convaincre d'abandonner le terme « intégration » au profit de l'expression « reconnaissance de l'autre » :

« Une société démocratique est une société qui reconnaît l'autre, non pas dans sa différence, mais comme sujet, dans son travail pour être un sujet, c'est-à-dire pour unir l'universel et le particulier. » (Touraine, 2004)

Selon lui, la globalisation est obligée de compter avec l'identité et la diversité culturelle dans le but de sauvegarder l'entente dans le monde. Or, selon ses analyses qui remontent à 2004, les politiques des États menées de gauche et de droite, tendent plutôt vers son contraire, un universalisme niant la diversité des cultures. Pour lui, c'est une erreur : céder à la tentation d'une homogénéisation universelle, c'est procéder à la culture de l'indifférence envers les identités ethniques.

Wieviorka propose également de « concilier les particularismes de la culture et les valeurs universelles de la raison et de la démocratie et ouvrir de plus en plus cette dernière aux identités spécifiques que nos sociétés accueillent et surtout produisent en leur sein ». Il pense que nous n'avons pas à choisir entre l'universalisme ou le différencialisme mais plutôt à veiller à leur conciliation pragmatique et théorique (Wieviorka, 1993).

Pour Moreau Defarges, l'État-nation est le seul outil de reconnaissance pouvant atteindre l'égalité avec les autres nations sur la scène internationale (Moreau Defarges, 1993).

Pour Castells, l'État a un rôle à jouer pour favoriser la reconnaissance et la légitimation des individus par ses institutions, ses infrastructures, ses politiques sociales et leurs implémentations, éléments clés du processus. Il s'agit de créer une nouvelle identité nationale en constante métamorphose avec une participation et une démocratie citoyenne protectrice de l'environnement. Nous devons garder à l'esprit que les nations et les peuples *Indígena Originario Campesinos y Afroboliviano* eux-mêmes vivent une transformation de leur identité culturelle qui va continuer à être changeante. Elle s'explique par le fait que le taux de population s'accroît, qu'il n'y aura pas d'émergence ou de régénération de l'identité mais bien la constitution de nouvelles formes d'organisations, de nouvelles identités culturelles. Simultanément au processus de changement, la reconnaissance pourrait se construire

autour d'un projet politique mené vers un renouvellement des structures sociales, une conciliation entre modernité et identité, une réunion des différences et des particularités. La globalisation est une transformation du monde qui suscite une réaction des mouvements identitaires, culturels et ethniques.

« C'est par une victoire totale et durable des revendications d'une identité politique que nous assisterons à la constitution d'une "identité culturelle collective". » (Castells, 1999)

D'après mes lectures et mes expériences notamment professionnelles en Bolivie, il me semble que les mouvements sociaux peuvent être une source d'inspiration. Ces mobilisations témoignent d'actions collectives solidaires, de participation directe sans hiérarchie et avec une délégation du pouvoir aux *leaders* locaux. Ils tendent vers un renforcement des valeurs sociales plus profondes, plus symboliques, plus solidaires qui fondent le développement durable et le respect de la diversité culturelle ancestrale. Ce qui est tout le contraire des valeurs prônées par la globalisation néolibérale.

Une question importante pour notre avenir démocratique est de se demander « Comment faire le lien, ou comment le rétablir, entre la génération des mouvements citoyens des années soixante et septante, et la génération actuelle, celle des réseaux sociaux ? ».

Autre question sans doute à se poser: « Comment réguler le pouvoir des médias ? ». En effet, leur rôle est prépondérant dans les changements collectifs, puisqu'ils peuvent soit porter un discrédit sur les actions des mouvements sociaux, soit les soutenir. Nous savons que l'esprit critique face aux médias pousse à comparer les informations transmises par divers canaux de presse afin d'en vérifier la véracité, de construire son propre avis au sujet des faits relayés. Mais si les médias diffusent tous la même vision, ne voyant pas de contradiction, le public accepte les informations comme si elles étaient objectives. C'est pourquoi la liberté et la diversité de la presse est si importante. Or, en Amérique latine et dans les Caraïbes, la concentration des médias dans les mains de l'oligarchie entraîne la manipulation grossière de réalités et des perceptions des faits divers mais aussi de la vie politique. C'est une pratique courante afin que le peuple se sente trahi par ceux qu'ils soutiennent. Une manipulation médiatique très puissante et très étendue au niveau géographique. Les risques qu'encourent les mouvements

sociaux émergents sont alors d'être détournés de leur objectif initial suite à une théorisation fallacieuse de leurs démarches.

Leur institutionnalisation est également un facteur fragilisant ces mouvements. La récupération, la cooptation, les crispations ethniques peuvent provoquer des répressions violentes. L'avenir des populations du continent dépend de l'économie mondiale mais aussi de la capacité propre des « mouvements progressistes » de construire des démocraties représentatives (Sousa Santos, 2016).



© Elsa Vetro

Épilogue, en écho au préambule

Tout sujet exprime le désir de devenir un individu donnant ainsi un sens à l'ensemble des expériences de son histoire personnelle. La lecture du propos partagé en préambule a suscité beaucoup d'incompréhension et d'interrogation en moi, notamment par le choix de l'auteur d'utiliser un vocabulaire percutant et interpellant. C'est ce texte qui m'a incité à inscrire l'exploration des thématiques d'identité et de culture dans le contexte du processus de reconnaissance identitaire en Bolivie, en m'ancrant dans mon identité de Bolivienne ayant vécu son enfance en Belgique.

D'abord, j'avoue être passée par une posture de résistance avant d'entamer une phase de décentration qui m'a amenée à divers apprentissages comme celui de la recherche de documentation sur les thématiques abordées en lien avec l'Histoire de mon pays. J'ai interrogé ma légitimité à travailler la diversité culturelle, l'interculturel et le pluriculturel. Je me suis demandé comment rattacher mon vécu, une histoire personnelle, à ma profession de travailleuse sociale? «Suis-je capable», étant donné que je considère que je suis mon propre instrument en intervention sociale? Marandon (2008) affirme que l'expérience individuelle peut avoir connu une rupture psychoculturelle (une migration, un métissage, un exil). Il admet qu'elle procure des bénéfices donnant accès à des compétences, telle une formation par l'expérience. Mais pas que... Si nous élargissons le concept de culture habituellement relié à l'ethnie, la nation, etc. aux classes sociales, aux générations et aux familles, Marandon fait l'hypothèse que ce sont également des sources de pluriculturalité.

Le développement de la compétence interculturelle serait une articulation de plusieurs niveaux dont la conscience culturelle, nécessaire à la compréhension du rôle de la culture, la conscience interculturelle qui mesure l'importance des différences culturelles et de leurs conséquences individuelles dans les relations. Ces deux niveaux conditionnent celui de la sensibilité interculturelle (Bennett, 1986), unique antidote de l'ethnocentrisme qui nuit aux relations interculturelles et qui peut engendrer des attitudes discriminatoires. «La compétence interculturelle est donc bien appropriée pour appréhender

finement la complexité des situations de rupture psychoculturelle parce qu'elle permet de penser l'implicite culturel de ces situations.» (Marandon, 2008). Somme toute, le développement de la compétence professionnelle dans le travail social est le produit singulier d'une dynamique articulant les éléments du triptyque indissociable : *expérientiel* (expérience acquise lors de ruptures psychologique, pluriculturelle et interculturelle), *didactique* (formation) et *réflexif* (réflexion active et informée).

À présent, j'ai la volonté de contribuer à la construction d'une réflexion sur de nouvelles propositions au plurinationalisme soutenu par un projet politique. Cette expérience personnelle de transformation de ma compréhension de ces processus identitaires me fait penser à une analyse de Touraine, relayée par Castells :

« La transformation de l'individu en sujet résulte de la combinaison nécessaire de deux affirmations : celle de l'individu contre la communauté et celle de la conviction contre le marché. (...) Les sujets ne sont pas les individus même s'ils sont créés par eux et en eux. Ils sont l'acteur social collectif à travers lequel les individus accèdent à un sens holistique dans leur expérience. » (Touraine cité par Castells, 1999)

À travers le prisme théorique, expérientiel et réflexif étudiant le processus de reconnaissance identitaire en Bolivie, je comprends que nous restons des funambules qui avancent en quête d'un équilibre permettant de ne pas tomber. Malgré une vue surprenante sur les dynamiques identitaire et culturelle, de nombreux éléments restent en suspens. Grâce à l'expérience de cette recherche critique, c'est moi qui vais décider de me placer et de me déplacer où je le souhaite, en ne perdant pas de vue l'horizon qui est le mien. Avec cette prise de recul, de nouvelles trajectoires me semblent intéressantes à envisager pour la Bolivie, la création d'autres chemins sont possibles dans le cadre des réflexions et choix encore à venir. La conclusion de ce récit reste ainsi une porte ouverte, tournée vers l'avenir et comporte, certes, plus d'interrogations que de réponses.

Notes

1. Avant la nouvelle *Constitution de l'État plurinational de Bolivie de 2009*.
2. Le texte original est en espagnol, il s'agit de ma traduction issue de longues discussions avec l'auteur afin d'être au plus juste dans le choix des mots et le rendu des idées.
3. https://es.wikipedia.org/wiki/Geograf%C3%ADa_de_Bolivia (consulté le 20 novembre 2018).
4. <https://www.cia.gov> (consulté le 20 novembre 2018).
5. En 1992, en parlant de la nouvelle Italie « Nous avons créé l'Italie, maintenant il nous manque plus que de créer les italiens. » (Hobsbawm dans *Nations et nationalisme depuis 1780*).
6. Issu des quatre classes de travailleurs « *runa ruwaq* » (personne qui fait) ou de servitudes « *servidumbre* » : sont inclus les « *pongos* » (« *peones* » ou hommes serviteurs), les « *mitanis* » (femmes domestiques), les « *melgueros* » ou « *melgas* » (surveillants de l'hacienda) et les « *jatun melgas* » (directeurs ou patrons de l'hacienda). (Winchell, 2015, p. 72)
7. Province des Hauts Plateaux andins de Bolivie.
8. Colline riche en minerais, argent et étain, exploitée à Potosí.
9. Depuis 1825 jusqu'en 1952, la Bolivie a connu en moyenne une révolution (ou crise) tous les neuf mois.
10. Certainement majoritaire car lors du recensement de 1900, il existe une population non recensée, les « insoumis » (« *no sometidos* »), vivant dans des lieux inaccessibles du Beni, en Amazonie.
11. Abolition de l'esclavage en Bolivie en 1851.
12. Nom donné à l'origine par les ethnies Kuna du Panama et de Colombie au continent américain avant l'arrivée de Christophe Colomb. Signifie littéralement : « terre mûre », « terre vive », ou encore « terre florissante ». Aujourd'hui assumé comme une position idéologique par de nombreux peuples indigènes originaires, par opposition aux termes attribués par les colons européens : « Amérique » et « Nouveau Monde ».
13. Réformiste, il est parfois comparé à Juan Perón le président argentin, même si celui-ci voue une sympathie au fascisme.
14. Fondateur du parti politique le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), réélu à quatre reprises, il est le président qui a gouverné la Bolivie le plus longtemps, au total douze années.
15. Une réforme offrant des terres aux paysans qui les cultivent en les confisquant à leurs propriétaires. Héritière des suites du colonialisme et de la révolution industrielle.
16. Terme utilisé en Amérique du Sud pour désigner une hacienda, une exploitation agricole.

17. Le katarisme émerge d'un mouvement révolutionnaire indigène mené à l'époque par Tupak Katari au moment de l'indépendance de la Bolivie au XVIII^e siècle. Il interpelle et cherche l'inclusion des secteurs indigènes dans la vie politique de Bolivie. Selon un conte issu de la tradition orale, il aurait dit avant de mourir en 1781 : « Vous me tuerez seulement moi mais demain je serai de retour et je serai des millions », sentence issue du discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques Sud-américains, le 26 mai 2018.
18. Forme d'organisation datant de l'époque précoloniale l'« *Ayllu* » réunit les familles de la communauté. Il était responsable des lois et de l'imposition à payer au royaume espagnol.
19. Jusqu'en 1900, le pays était mono-exportateur d'argent. Mais en 1880, son prix chute ; l'oligarchie minière, qui se situe à Potosí (ou Sucre), investit pour améliorer son acheminement alors que la demande de l'étain augmente. En 1960, elle représentait 64,8% de la valeur totale des exportations boliviennes (Statistical Abstract of Latin America, 1962, tableau 48).
20. Général et politicien conservateur Bolivien, il occupa la fonction de présidence de 1971 à 1978 en dictateur, et de 1997 à 2001, comme président constitutionnel.
21. Homme d'État Bolivien, génie industriel, il est issu du parti Action Démocratique Nationaliste (ADN). En décembre 2005, il perd les élections face au candidat Evo Morales Ayma du Mouvement Vers le Socialisme (MAS).
22. Homme d'État et intellectuel, du parti MNR, il démissionne de sa fonction de présidence après trois semaines d'agitations sociales le 6 juin 2005.
23. Consensus de Washington.
24. « *Sumak Kawsay* » en *quechua* et « *Suma Qamana* » en *aymara* signifient « plénitude, vivre bien ». L'émergence du « vivre bien » est un terme apparu dans les constitutions équatorienne (2008) et bolivienne (2009). « Un concept de communauté où personne ne peut gagner si son voisin ne gagne pas » selon le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos. Dans les années 70-80, en Amazonie brésilienne, le *leader* des « *seringueiros* », Chico Mendez, dénonçait déjà le capitalisme prédateur de l'homme et de l'environnement cherchant des solutions alternatives.
25. Article 1 de la Constitution de 1994.
26. Conformément à l'article 171 de la Constitution et en respect de l'Organisation Internationale du Travail, la *loi de l'Institut National de Réforme Agraire* prévoit la dotation de Terres Communautaires d'Origine (TCO) aux peuples autochtones.
27. Membre du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire et homme politique, en 1993, il est élu président et réélu en 2002 après une campagne d'élection présidentielle difficile (22,46% des voix). Devenu président pour la seconde fois, il doit démissionner prématurément du fait de son impopularité.
28. Discours d'Evo Morales Ayma, COP 20, Lima, décembre 2014.
29. Cette loi n'est pas encore effective en novembre 2018.

30. Homme politique Bolivien, élu vice-président de la République lors de l'élection présidentielle de 2005.
31. Lancé en orbite le 20 décembre 2013, le satellite porte le nom de Túpac Katari, militant indépendantiste bolivien du XVIII^e siècle.
32. Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.
33. Selon le document de l'Analyse Contextuel Commun aux ONG actives en Bolivie (ACC) de 2015.
34. 2017 : *La loi sur l'avortement*, progressiste, est confrontée au rejet des secteurs conservateurs et religieux.
35. Terme employé dans l'ACC 2015 qui se réfère aux femmes, indigènes, enfants, jeunes, adolescents, personnes en situation de handicap et aux personnes vivant en zone rurale, etc.
36. Une étude menée par le Fonds Monétaire International (FMI) sur les prévisions calculées jusqu'en 2017 montre que les pays exportateurs des matières premières ne connaîtront plus une croissance aussi significative.
37. <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=BOL&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKTP.KD.ZG>
38. La Constitution bolivienne permet la réélection une seule fois. Evo Morales Ayma est en campagne vers un quatrième mandat.
39. Santos se réfère toujours à eux, de cette manière, en les nommant « progressistes » dans le sens où ils cherchent une redistribution sociale dans un continent marqué par les inégalités venues de la colonisation.
40. Discours du Président Morales Ayma lors du Sommet du G77+ Chine, juin 2014.

Bibliographie

Livres

- Bocarra Guillaume, (1999), *Guerre et ethnogenèse mapuche dans le chili colonial: L'invention du soi*, Paris, L'Harmattan.
- Castells Manuel, (1999), *Le pouvoir de l'identité, l'ère de l'information*, Paris, Fayard.
- Connerton Paul, (1989), *How societies remember*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Galeano Eduardo, (1971), *Les veines de l'Amérique Latine*, (C. Couffon, Trad.), Paris, Plon.
- Hillenkamp Isabelle (Ed.), (2013), *L'économie solidaire en Bolivie: entre marché et démocratie*, Genève, Karthala.
- Lavaud Jean.-Pierre, Daillant Isabelle (Eds.), (2007), *La catégorisation ethnique en Bolivie. Labellisation officielle et sentiment d'appartenance*, Paris, L'Harmattan.
- Martinez Françoise, (2010), « *Régénérer la race* », Paris, IHEAL.
- Moreau Defarges Philippe, (1993), *La mondialisation, vers la fin des frontières?*, Paris, Dunod.
- Saavedra Bautista, (1955), *El Ayllu*, La Paz, Gisbert y Cia.
- Scott James C., (2009), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 28, <https://etudesrurales.revues.org/9330>.
- Taussig Michael, (1993), *Mimesis and Alterity: A Particular History of the Senses*, New York, London, Routledge.
- Touraine Alain, (2004), *Un nouveau paradigme, pour comprendre le monde d'aujourd'hui*, Paris, Fayard.
- Vinsonneau Geneviève, (2002), *L'identité culturelle*, Paris, Armand Colin/ VUEF.
- Wieviorka Michel, (1993), *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris, La Découverte.

En outre, il est fait référence à

- Ansión Juan (Ed.), (2017, mars), La dynamique des représentations de l'école au Pérou et les stratégies de mobilité sociale des familles andines, *Le développement revisité*, Conférence, Colloque international à l'occasion des 50 années d'études du développement, Louvain-La-Neuve, Université Catholique de Louvain.
- Ansión Juan, (1995). Del mito de la educación al proyecto educativo, in Portocarrero G., Valcárcel M. (Ed.), (2005), *El Perú Frente al Siglo XXI*, Lima, Pontificia Universidad Católica de Perú/Fondo Editorial, <https://files.pucp.edu.pe/departamento/economia/LDE-1995-01-20.pdf>.
- Casen Cécile, (2012), Le katarisme bolivien : émergence d'une contestation indienne de l'ordre social, *Critique internationale*, pp. 57, 23-36.
- Centro de Documentación y Información Bolivia, (2017), El país después de la Guerra Social contra el Impuestazo, <https://www.cedib.org>.
- Chaplin Ann, (2010), Social movements in Bolivia : from strength to power, *Presse Université et développement communauté journal*, 45 (3), pp. 346-355.
- Cohen-Emerique Margalit, (Ed.), (2017), L'approche interculturelle, comment dépasser les obstacles à la compréhension de l'autre ?, *Revue L'observatoire* (91), p. 27.
- De Meeûs Guénaëlle, (2013), *De la communauté à la ville et retour Ethnographie d'une migration normalisée dans les Andes boliviennes* (Master's thesis), Louvain-La-Neuve, Université Catholique de Louvain, <https://cdn.uclouvain.be/groups/cms-editors-laap/photos/working-papers/WP8.pdf>.
- De Visscher, Pierre, (2012), *Langues maternelles, modelage culturel, impact sociétal*, coll. Culture en mouvement, Seraing, CDGAI.
- Dory Daniel, (2003), Bolivie : la recomposition traumatique du système politique, *Cahiers des Amériques latines*, pp. 44, 137-158, <https://journals.openedition.org/cal/7442#bibliography>
- Duterme Bernard, (2015, octobre), Laissez le pétrole sous Terre!, *Un tour pour la terre*, Conférences, Liège, Frontière de vie.
- Ferrié Francis, (2014), *Renaissance of the lost leco: ethnohistory of the bolivian foothills from Apolobamba to Larecaja* (Doctoral dissertation), Université de St Andrews, <https://research-repository.st-andrews.ac.uk/bitstream/.../FrancisFerriéPhDThesis.pdf>.
- Gamarra M.E., (2005), *K'oa... Tradición Andina y Milenaria*, <https://www.jamuy.com/pais/cultura/tradiciones/challa>
- García Linera Alvaro, (2013), *Nación y Mestizaje*, https://www.vicepresidencia.gob.bo/IMG/pdf/nacion_y_mestizaje.pdf
- Grenier Fernand (Ed.). (1964), Agriculture et réforme agraire en Bolivie, *Cahiers de géographie du Québec*, 9 (17), pp. 25-39.
- Gros Christian (Ed.), (2002), América Latina : Identidad o mestizaje? La nación en juego, *Desacatos*, 10, pp. 127-147, <http://www.redalyc.org/pdf/139/13901009.pdf>

- Gros Christian (Ed.), (1999), Ser diferente por (para) ser moderno, o las paradojas de la identidad. Algunas reflexiones sobre la construcción de una nueva frontera étnica en América latina, *Análisis Político*, Bogota, IEPRI, pp. 3-20, 36.
- Hillenkamp Isabelle, (Ed.), (2007), Le mouvement bolivien d'économie solidaire, dimensions économiques et politiques d'une action collective, *Revue Tiers Monde*, pp. 190, 343-356.
- Lacroix Laurent, (Ed.), (2013), Un multiculturalisme sans minorités ? Quelques réflexions sur l'État plurinational en Bolivie et en Equateur, *Belgeo*, 3, <https://journals.openedition.org/belgeo/11512>.
- Lacroix Laurent, (Ed.), (2012), Territorialité autochtone et agenda politique en Bolivie (1970-2010). *Quaderns-e*, 1 (17), pp. 60-77, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00759202/document>.
- Lacroix Laurent, (Ed.), (2011), État plurinational et redéfinition du multiculturalisme en Bolivie in Gros C., Dumoulin Kervran D. (Eds.), *Le multiculturalisme au concret. Un modèle-latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, pp. 135-146, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00684066/document>.
- Langlois Romé, Mariani Pascale, (2007), La Bolivie veut retrouver ses racines indiennes, *Le Figaro*, 20, https://www.lefigaro.fr/international/2007/03/20/01003-20070320ARTFIG90226-la_bolivie_veut_retrouver_ses_racines_indiennes.php
- Lavaud Jean-Pierre, (Ed.), (2009), Le vote de la Constitution bolivienne, in Bartra R. & al. (Eds.), *Problèmes d'Amérique Latine, mutation des gauches latino-américaines*, Paris, Eska, pp. 71, 96.
- Lavaud Jean.-Pierre (Ed.), (2001), Essai sur la définition de l'Indien : le cas des Indiens des Andes, in Gosselin, G., Lavaud, J.-P. (Ed.), *Ethnicité et mobilisations sociales*, Paris, L'Harmattan, pp. 41-65.
- Lavaud Jean-Pierre, (Ed.). (1990), L'accalmie politique bolivienne (1982-1989), *Cultures & conflits*, 1.
- Lévy Joanna, (2007), La coca en Bolivie : mythes et réalités, *Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine*, 2231, <https://www.risal.info/spip.php?article2231>
- Liendo Roxana, (Ed.), (2017), Movimientos sociales en momentos de cambio, *État des Résistances dans le Sud*, Louvain-La-Neuve, Centre Tri Continental, <https://www.cetri.be/Bolivia-Movimientos-sociales-en>
- Liendo Roxana (Ed.), (2016), Bolivie, un « moment de rupture » ?, *Le regard du CETRI*, Louvain-La-Neuve, Centre Tri Continental, <https://www.cetri.be/Bolivie-un-moment-de-rupture>.
- Marandon Gérard (Ed.), (2008), Expérience pluriculturelle et pratique professionnelle dans le travail social, *Empan*, pp. 71, 60-68.
- Martinez Rosalía, (2009), Musiques, mouvements, couleurs dans la performance musicale andine : Exemples boliviens, Terrain, *Revue d'Ethnologie de l'Europe*, pp. 53, 84-97, <https://journals.openedition.org/terrain/13788> - www.cairn.info/revue-terrain-2009-2-page-84.htm.
- Mendoza Carlos, (2012), La Bolivie : les indiens et l'État plurinational, *Le regard du CETRI*, Louvain-La-Neuve, Centre Tri Continental <https://www.cetri.be/La-Bolivie-les-indiens-et-l-Etat?lang=fr>.

- Navarro Monica (Ed.), (mars 2017), Le blanchiment de la peau des étudiantes et des étudiants à l'université en Bolivie, *Le développement revisité*, Colloque international à l'occasion des 50 années d'études du développement conférence, Louvain-La-Neuve, Université Catholique de Louvain.
- Perrier-Bruslé Laetitia, (2012), Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental, *EchoGéo Sur le Vif*.
- Rocha R., (2017), La Ch'alla y la K'oa son ritos andinos, *Tiempo Universitario*, Universidad Mayor de San Simón, 1/6, 8.
- Severi Carlo, Glon Marie, (2011), Pour une anthropologie de la mémoire en danse. Repères, *Cahier de danse*, 28.
- Sigl Eveline, Mendoza Salazar David, (2012), No se baila así no más... Género, poder, política, etnicidad, clase, religión y biodiversidad en las danzas del altiplano boliviano, *No se baila así no más*, 1.
- Sosa Sebastián, Tsounta Evridiki, (2013), Un chemin ardu. *Finances & Développement*, 50 (3), pp. 34-37, <http://www.imf.org/fre/pdf/sosa>.
- Sousa Santos (de) Boaventura, (Ed.), (2016), Embestida de la derecha en países de América Latina. Radio La Primerísima. 205761, 12, <https://www.radiolaprimerisima.com/noticias/205761/embestida-de-la-derecha-en-paises-de-america-latina/>.
- Sousa Santos (de) Boaventura (Ed.), (2007), La reinención del Estado y el Estado Plurinacional (18), Santa Cruz de la Sierra, CEJIS - CENDA – CEDIB, https://www.ces.uc.pt/iframe/publicacoes/outras/200317/estado_plurinacional.pdf.
- Stoller Paul, (1995), *Embodying Colonial Memories: Spirit Possession, Power, and the Hauka in West Africa*. New York, Routledge, pp. 28-31. Stobart Henry, (2000), *Bodies of Sound and Landscapes of Music: A View from the Bolivian Andes*, in Gouk P. (ed.), *Musical Healing in Cultural Contexts*, Aldershot, Ashgate, pp. 26-45.
- Tamayo Franz, (1889), El Redactor, in Arguedas A., (1980), *Historia General de Bolivia*. La Paz, Gisbert & Cía, 474.
- Terrazas Orellana Carlos (Ed.), (2006), La feuille de coca: millénaire et sacrée, *Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1847>.
- Verhoeven Marie (Ed.), (2017, mars), Mobilités internes et nouvelles subjectivités, *Le développement revisité* Colloque international à l'occasion des 50 années d'études du développement, conférence, Louvain-La-Neuve, Université Catholique de Louvain.
- Vetro Elsa, (2018), *Identité et culture Un regard vers l'horizon, une contribution vers un changement dans les rapports sociaux*, Collection Culture en mouvement, Seraing, CDGAI.
- Wachtel Nathan, (1974), L'acculturation, in Le Goff J., & Nora P., *Faire l'Histoire*, Paris, pp. 178-180, 184.

Intéressé.e par :

- d'autres publications ?
- des ateliers ?
- des formations ?
- des interventions ?
- des accompagnements ?

**Centre de Dynamique
des Groupes et d'Analyse
Institutionnelle ASBL**

→ Parc Scientifique du Sart Tilman
Rue Bois Saint-Jean, 9
B-4102 Seraing
Belgique

www.cdgai.be

+32 (0)4 366 06 63

info@cdgai.be

Identité et culture

Illustration par le cas de l'État plurinational de Bolivie, vers un changement dans les rapports sociaux

Artisan des liens sociaux dans une société multiculturelle, le travail de terrain nous amène parfois à interroger nos pratiques professionnelles. Un questionnement qui nous invite à travailler l'interculturalité avec plus de précaution et de vigilance dans l'usage des concepts d'identité et de culture dans la vie quotidienne. Sommes-nous toujours en cohérence avec nos valeurs citoyennes ?

Le livret propose un exercice de décentration culturelle à travers le prisme théorique et expérientiel du *proceso de cambio* (processus de changement) en Bolivie depuis l'État plurinational avec la nouvelle *Constitution* adoptée en 2009. La mise en tension des points de vue, tantôt divergents tantôt complémentaires, sur les valeurs et la mise en œuvre concrète des nouvelles législations et réglementations ouvre le débat Sud-Nord au lecteur.

ISBN 978-2-39024-124-9



9 782390 241249

Ce livret est un outil d'éducation permanente réalisé
avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

